

Préliminaires...

Soit une première hypothèse : le mouvement social qui a agité le pays ces dernières semaines aurait visé la suppression d'un article de loi bien déterminé, en en passant par la mobilisation d'une population elle-même bien définie d'étudiant/es et de lycéen/nes, directement concernée par le problème d'une « première embauche ». Et dans cette perspective le retrait ou le remplacement du CPE aurait dû impliquer logiquement la fin du « mouvement anti cpe ». Pourtant ça continue : à Rouen, Toulouse, Rennes les facs restent bloquées ou occupées ; à Saint Etienne trois cent personnes décident de boycotter l'AG convoquée par les anti grévistes pour penser les modalités pratiques du blocage de l'université ; un peu partout des actions sont menées en ciblant des voies de communication, des chantiers ou des usines (une zone industrielle à Longvic, les raffineries de l'étang de Berre...).

Le mouvement continue parce que c'est nécessaire. Mais cette nécessité ne renvoie pas d'abord à la persistance de tel ou tel dispositif législatif ; elle nous apparaît liée plutôt aux pratiques qui se sont inventées et élaborées collectivement dans le cadre de la lutte : le mouvement continue parce qu'il y a un enjeu à tenir les espaces qui ont été réappropriés, à maintenir les collectifs qui ont pu se monter autour des cuisines collectives ou dans le cadre des manifestations... en bref il s'agit de continuer à rendre le monde habitable et vivable. Ici une seconde hypothèse se fait jour : le mouvement anti cpe ça ne serait pas tant la revendication d'une exploitation stable et régulée[1] que le nom sous lequel peut se déployer une offensive contre le monde tel qu'il va, contre cet univers de contrôle et d'exploitation dont on a vu les bordures vaciller dans le cours des manif sauvages et à chaque affrontement avec la police, dans le cadre de l'occupation de nos lieux de vie et de travail. A l'université de Grenoble les occupant/es construisent des cabanes dans les amphis et des barricades sont montées avec tout ce qui peut être découpé et récupéré aux alentours... l'enjeu est clair : pas de retour à la normale. Il faut empêcher tout retour à la normale, maintenir une occupation vivante et collective, inventive, et par ce biais libérer des portions de monde de l'occupation policière.

Avec le blocage, paradoxalement, l'université s'ouvre à l'extérieur, à ce qu'elle n'est pas habituellement, l'université devient poreuse et les rapports qui s'y jouent ordinairement sont bouleversés. Du collectif se fabrique là où la tendance était plutôt à l'individualisme. Puisqu'il faut tout à coup s'auto-organiser, réagir à l'adversité (gazages, arrestations), chacun-e fait l'épreuve de la force collective et de ce que les angoisses individuelles (pression des examens, du corps enseignant) gagnent à être gérées collectivement.

Dès lors, la relation pédagogique accuse le coup, ou, du moins, les rapports d'autorité et de coercition sont suspendus. Faisant l'expérience de leur force et de leur capacité d'action, faisant l'expérience du débordement de la fac par son extérieur (la vraie vie) les étudiant-e-s ne sauraient plus être ceux et celles à qui un savoir est enseigné, ceux et celles à qui il est demandé de se déplacer (la forme scolaire a été conçue expressément pour être coupée des autres formes de vie), mais bien ceux et celles qui participent avec d'autres à l'expérimentation et au bricolage de nouvelles modalités de constitution et de transmission de connaissances nécessairement hybrides, puisque marquées par les scories de déambulations et de présences inhabituelles dans un tel lieu.

La relation pédagogique s'ouvre en effet à quelque chose de rarissime : une base commune d'expériences. Alors qu'en temps ordinaire tout concourt à la séparation des expériences et des mondes (ceux des enseignant-e-s versus ceux des enseigné-e-s), cet événement que constituent le blocage et l'occupation des universités ouvre une brèche. Si les expériences vécues ne sont pas identiques (chacun-e a ses propres expériences du mouvement et de ce qui s'y joue), pour autant leur qualité n'est pas indexée à un statut : celui d'enseignant-e/ celui d'enseigné-e : un monde et une temporalité partagés sont aujourd'hui en jeu.

C'est pour participer à notre manière à l'invention de nouvelles modalités d'élaboration des connaissances que nous proposons à la suite une série de textes qui ont balisé différentes phases de la lutte anti-cpe et qui documentent l'intelligence collective qui s'est déployée dans le mouvement. Toutefois cette collection n'entend pas faire l'histoire immédiate du mouvement, ni l'autopsier (en faire la sociologie) et encore moins l'enterrer.

Elle a pour enjeu d'amener une matière qui permette de penser le mouvement et de construire des prises pour l'action. Elle entend conjurer l'amnésie institutionnelle que la reprise des cours risque d'entraîner. Contre ceux et celles qui recommencent à faire/ à suivre les cours comme si rien ne s'était passé, ce recueil accuse la rupture : un événement a eu lieu et les choses ne pourront plus être comme avant.

Ces textes sont autant de machines à relayer et amplifier le mouvement. Conçus pour beaucoup dans le cours du mouvement, pour d'autres dans des moments suspensifs de réflexivité post-mouvement (en particulier suite à la grève de Rennes II en 2003), les textes alignés dans ce recueil sont apparemment extraits de leurs lieux d'efficace originels (une action, une manif, une AG...). Mais c'est pour mieux miser sur leur efficacité renouvelée : ils permettent de penser les différentes phases de la lutte engagée initialement autour de la question du cpe et les différentes formes de mobilisation qui se sont développées dans la foulée et continuent à se développer. Ici, penser la lutte, c'est d'abord la porter au maximum de ses implications, pour qu'à son tour elle porte à conséquence.

La série de textes n'est donc pas close, d'autres textes viendront la nourrir. Libre à chacun-e de l'augmenter.

Depuis l'université imaginaire de Saint-Etienne, mi-avril 2006

NB : ce recueil ayant vocation à voir sa géométrie varier et sa dimension se démultiplier, vous êtes invité-e-s non seulement à continuer à le faire passer agrémenté de vos contributions, mais aussi à nous en faire parvenir d'autres, pour que peut-être paraisse un tome II.
universiteimaginaire [arobase] no-log.org

I. AMORCES

Communiqué de la CNT site Tréfilerie

« Dans une démocratie, d'abord on doit voter, on peut, le cas échéant, manifester dans le calme en passant des messages, mais se conduire en casseurs non ! »

Gilles de Robien, ministre de l'Education

[pic] Quarante facs occupées. L'université de Saint Etienne bloquée. Affrontements entre étudiants et CRS à Rennes. A Toulouse. A Lille. A la Sorbonne. Ce qui semble se jouer ici, c'est peut être plus que la simple protestation contre un texte de loi, plus qu'une bataille de chiffonniers autour de la gestion de l'exploitation, précaire ou sécurisée. S'opposer aux flics, bloquer des gares, détruire la marchandise, c'est exprimer le refus du pouvoir, bloquer les rouages de la machine, faire exister une réalité autre et opposée à celle du monde du travail.

En face, on nous parle de débordements. Et c'est vrai qu'il y a là, de l'intensité, de la vie qui déborde. Qui déborde jusqu'aux dispositifs qui entendent contenir la contestation dans des voies polies, policées, raisonnables. Qui déborde ceux et celles qui tentent de nous maintenir dans l'impuissance.

□

En face, on nous refait le coup de la morale. De la division entre gentils collabos et « provocateurs », « casseurs », « trublions ». Opération qui prend tout son sens dans la bouche d'un bureaucrate en pleurs : « une minorité d'extrême-gauche anarchiste est en train de foutre en l'air le mouvement. », crie-t-il. En fait ce (piètre) mensonge peut bien être vrai... Peu importe. Chacun aura noté que cette fois, il s'est passé quelque chose : le conflit a mis fin, pour un temps, à la douce collaboration.

□

Car une des premières choses qu'il s'agit pour nous de casser, c'est cet assemblage, cette belle machine dont Gilles de Robien nous vante le mode d'emploi : vote et manifestation dans les règles de l'art, pour continuer à ne pas avoir prise sur notre vie. **Casser cette pratique de l'impuissance que l'on retrouve, sans surprise, allégrement recyclée par experts de la contestation.**

□ N'en déplaise à François Goulard, ce sous-ministre (« On ne doit pas bloquer une université ! »).

Occupations et blocages se multiplient. Il y a pour nous un enjeu à ce que ces prises de territoire, cette prise de parti, servent à construire des liens, des complicités, à élaborer collectivement des tactiques, en somme à bricoler un monde respirable, opposé par son existence même, au pouvoir.

Occuper l'espace. Suspendre le temps de la fac. Pour casser justement la monotonie installée.

En clair, suivre les bons conseils de G.de Robien : « il vous appartient de sauver votre année universitaire » ; **en faisant autre chose de notre vie...**

Dorénavant, la fac, il faut qu'ça rock !

Saint Etienne, le 14 mars 2006

Nous ne serons jamais aussi libres que sous l'occupation

« Je vois une génération entière qui travaille à des pompes à essence, qui fait le service dans des restos ou qui est l'esclave d'un petit chef dans un bureau. La publicité nous fait courir après des voitures et des fringues, on fait des boulots qu'on déteste pour se payer des merdes qui nous servent à rien. On est les enfants oubliés de l'Histoire. On n'a pas de but ni de vraie place, on n'a pas de grande guerre, pas de grande dépression. Notre grande guerre est métaphysique, notre grande dépression, c'est nos vies. La télévision nous a appris à croire qu'on serait des millionnaires des dieux du cinéma ou des rockstars, c'est faux. Nous apprenons lentement cette vérité et on en a vraiment, vraiment plein le cul. »

Tyler Durden

A la suite du vote de la loi sur le C.P.E., un mouvement de grèves et d'occupations s'est propagé dans les facs et les lycées à travers toute la France. Rennes, Caen, Nanterre, Tolbiac, Jussieu, Lille, Montpellier, Pau, Tours et maintenant Rouen. Ce qui se propage, ou du moins ce qui nous contamine, ce n'est pas un penchant pour l'indignation mais l'intensité qui advient, parfois subrepticement, dans ces mouvements. A Nanterre, certains bloquent les gares, les autoroutes ; à Rennes, d'autres projettent des films ou défilent masqués par centaines la nuit. Ce qui est en jeu, ce que nous mettons en jeu, c'est un sabotage possible des rouages du quotidien, une réappropriation de cette jeunesse qui nous file entre les doigts. C'est-à-dire une certaine manière de répondre pied à pied et coup pour coup à la situation qui nous est faite.

Cette situation, nous l'avons comprise depuis un moment, c'est celle de la crise permanente. Ce qui reste de cette société va mal, et il nous faudrait tout accepter pour qu'elle se survive. Car finalement tout va mal mais tout est normal. A nous de tout faire pour trouver notre place sur l'échelle des vies de merde. Merci pour tout, on reviendra. D'un côté, cette situation nous paraît à tous aussi fatale que détestable. De l'autre, nous avons été si minutieusement dépossédés de tout que plus rien ne nous retient de lui livrer la guerre qu'elle mérite. Nos parents ne nous sauveront plus, nos diplômes ne nous sauveront plus, cette société ne nous sauvera pas. Finalement, parfaitement précarisés, nous n'avons désormais plus rien d'autre à perdre que les destins dont nous ne voulons déjà plus. Certains ont déjà parlé de la révolte des enfants perdus. Evidemment, ce qui fera la force de ce mouvement anti-CPE, ce n'est ni l'indignation feinte des syndicats bien-pensants, ni le verbiage usé des organisations politiques dépressives, mais notre capacité collective à suspendre la situation normale pour en arracher les possibles. Laissons la misérable excitation militante à ceux qui s'en contentent.

Afin d'éviter les méandres bureaucratiques et les gémissements auto-complaisants, si courants dans les AG, nous proposons dès maintenant :

La grève ; le blocage de la fac ; l'occupation

Pour cela, il faut au plus vite constituer :

Un comité d'Action (L'ineffectivité et l'ennui des modes de protestations habituels nous obligent à repenser l'Action Directe) ; un comité d'Occupation (Afin d'organiser une réappropriation festive de notre cadre de survie) ; un comité Décoration (Pour sortir, au propre comme au figuré, de la grisaille de notre quotidien)

Rouen, début mars 2006

Quelques mots sur le blocage et l'occupation

des classiques :

« en bloquant la fac, vous forcez les gens à ne pas aller en cours, vous les prenez en otage »

mon Cher Watson

C'est l'idée. Nous voulons effectivement qu'il soit impossible de faire comme si. Comme si tout allait bien, comme s'il ne se passait rien. Pour pouvoir nous organiser collectivement et élaborer une action, un projet commun, le préalable minimum est qu'il n'y ait pas de séparation arbitraire entre ceux qui vont en cours, et ceux qui pensent que leur place est ailleurs et se rassemblent. Oui, arbitraire, voyez la citation ci-dessous.

« utiliser la force pour imposer vos idées, ce sont des méthodes autoritaires »

(variante : remplacez carrément « autoritaires » par « fascistes »)
des pacifiés, parfois très énervés

Bien que nous soyons effectivement très balèzes, nous ne considérons pas que sortir du mobilier des salles de cours et bloquer quelques portes puisse être appelé « utiliser la force ». En outre, ce genre de critique est assez comique lorsque l'on s'interroge sur le fonctionnement d'une Université : bureaucratie, feuilles de présence, examens, sanctions administratives, etc. sont une certaine idée de la liberté, en matière de vie et de connaissance, que tout le monde ne partage pas. La majorité silencieuse est invitée à prendre position, du fait de cette remise en cause en actes du fonctionnement de la fac.

Naturellement, la moindre initiative, en l'occurrence la suspension d'une situation normale, dès qu'elle est posée collectivement, développe une puissance non négligeable. Nous prenons cette initiative justement pour ne plus être séparés par notre quotidien d'autistes, de robots. Justement pour faire l'expérience de cette puissance.

« on a des partiels bientôt ; si on loupe les cours on n'aura pas notre année »

un anxieux

Certains étudiants se sont déjà organisés (on salue leur diligence et leur esprit d'initiative), par exemple par groupe de TD, pour faire changer les modalités de validation des acquis afin de pouvoir manquer les cours sans dommage pour leur année. Les profs n'étant pas tous des cons, s'ils soutiennent le mouvement contre le CPE, ils ont tout à fait le pouvoir de modifier ce genre de formalités. Arrangez-vous collectivement avec vos enseignants, vous aurez peut-être de bonnes surprises.

« mais c'est pas **utile** ce que vous faites, ça a déjà été fait ailleurs et **ça ne changera rien** »

une voyante

Nous ne pensons pas ce que nous faisons en termes d'efficacité, de rendement, de productivité, de crédibilité, ou de tout autre indice de jugement dégueulasse. Le simple fait que nous prenions un malin plaisir à saboter les rouages de notre quotidien est une raison nécessaire et (presque) suffisante pour le faire. Aller en cours ou mettre un peu de bordel dans ce lieu asceptisé ? Ecouter des cours magistraux ou partager des idées tous ensemble ? Manger son sandwich tout seul à la cafét' ou faire une collectivement une auto-réduc au RU ? Les expériences passées, succès et échecs, et les enseignements que nous pouvons en tirer doivent nous servir, pas nous maintenir dans une passivité d'historiens. Il nous semble évident que nos vies peuvent être bien plus passionnantes qu'elles ne le sont. A nous de faire en sorte qu'elles changent. Ici et maintenant.

« ce n'est pas la fac qui est responsable de tous ces problèmes »

une fine analyste

Certes, mais le but étant de se réunir pour élaborer concrètement les pensées et les actions qui nous permettrons de mener notre combat, la fac semble toute indiquée : c'est là que sont les étudiants, il y a à proximité tout ce qu'il faut (RU, bouquins, amphis, photocopieuses, salles pour dormir, réfléchir, jouer), et c'est un des rares endroits où il y a suffisamment de place pour être nombreux pour pas un rond.

Si la fac n'est pas en elle-même la cause de tous nos palheurs, elle participe de ce monde qui nous tue, nous rend précaires, nous soumet. Partir d'où nous sommes, de la fac, ne serait pas forcément une mauvaise idée pour élargir le propos. En plus, il y a un côté très ludique dans le fait de dormir, de rire, de faire la fête, de communiser, de vivre ensemble dans ce lieu où d'habitude tout le monde passe, et où peu de choses se passent.

« de toutes façons, les gens ne comprennent pas pourquoi vous faites ça »

des menteurs

Même si tout le monde ne connaît pas forcément le prétexte de ces actions, ce que l'on peut à la rigueur admettre, n'importe qui de sensible ressent instinctivement combien il est plus excitant de rompre avec le quotidien, et de l'inventer ici et maintenant. Ceux qui prétendent le contraire ne disent qu'assez qu'ils le comprennent parfaitement, et ils transforment leur propre résignation en impuissance qui viendrait, des autres, des « gens ». Lâcheté ! Manque de passion !

Des perles :

« peut-être que **vous** ne voulez pas, mais **moi** je veux avoir cours ! »

Un étudiant de sciences furieux, avant de remettre en place le mobilier sorti par le comité blocage, et après que la fac de science ait été déclarée fermée par l'administration

C'est fou comme on peut s'énervé, dès lors que quelques personnes déterminées viennent compromettre le

déroulement normal de votre vie normale... Si on reproche aux bloqueurs leur « recours à la force », les plus violents sont certainement certains étudiants que la simple idée de ne pas avoir cours panique complètement.

Sérieusement : qui veut réellement aller en cours ? Nous ne disons pas apprendre, savoir, faire siennes des connaissances. Simplement aller en cours : pointer-dans-des-salles-pour-avoir-des-diplômes-pour-pouvoir-travailler-plus-tard. Certains ont tellement bien intégré le fait de se mettre entre parenthèses pendant « leurs plus belles années » pour foncer tête baissée vers des promesses d'avenir qu'ils défendraient bec-et-ongles le système auxquels ils sont soumis.

« vous **forcez** cette pauvre dame [en l'occurrence la gardienne de l'UFR de LSH] à rester debout à cette heure pour surveiller les bâtiments. »

« Si elle reste debout, c'est parce qu'**elle en a envie**, c'est son **travail** »

Mme Christine Le Bozec, Doyen de l'UFR de LSH, dans la nuit de mardi à mercredi, alors qu'elle et Mr Naël, le Président de l'Université, voulaient balader une fois de plus les étudiants occupant la fac

En occupant la fac, nous perturbons le fonctionnement de la machine à produire du diplômé. Et on voudrait nous faire croire que finalement, c'est notre faute si les rouages de la machine sont parmi les premiers à pâtir du désordre qui en résulte. Ce ne serait pas, par hasard, plutôt parce que le personnel d'entretien de l'Université, pour ne citer que ces travailleurs-là, sont parmi les précaires dont ce système a besoin ? Qu'on ne vienne pas essayer de nous culpabiliser en nous faisant croire qu'en dehors de ces moments qui sortent de l'ordinaire, la vie d'agent d'entretien ou de secrétaire est merveilleuse. Nous sommes bien entendu désolés de rendre encore plus difficile leur travail, mais nous ne sommes évidemment pas contre eux. Ils sont d'ailleurs les bienvenus dans ce mouvement contre la précarité : ce n'est qu'avec eux, et non pas malgré eux, que nous pourrions nous réapproprier des lieux qui nous sont aussi étrangers que le RU, la BU, etc. Travailleurs de la fac, avec nous !

Ni CPE ni CDI

Aujourd'hui, les diverses organisations syndicales étudiantes, alliées aux partis politiques et citoyennistes en tout genre dénoncent le CPE comme une atteinte aux droits sacrés des travailleurs. Mais quels sont les droits qu'ils défendent ?

- * le droit d'obtenir un salaire de misère et de remercier docilement les esclavagistes,
- * le droit de se faire fliquer à l'ANPE et de dénoncer ses collègues
- * le droit de produire des objets frelatés pour les riches, d'être "acteur de l'entreprise" et de concourir à la bonne marche de l'Etat en faisant preuve de "patriotisme économique",
- * le droit de montrer patte blanche aux propriétaires pour qu'ils daignent nous louer leurs studios miteux à des prix exorbitants,
- * le droit d'être instrumentalisé tous les cinq ans pour faire barrage au fascisme déclaré et laisser prospérer le fascisme larvaire,
- * le droit d'exploiter "équitablement" les pays du tiers monde,
- * le droit de se lever à six heures du matin pour faire un voyage gratuit dans le monde merveilleux du périphérique et de s'agglutiner sur les plages dans des décors en carton-pâte à dépenser son maigre temps libre,
- * le droit de ressasser sa colère contre le système et de laisser entendre dire par les tenants de l'exploitation que sa colère est une maladie qu'il faut soigner en dépensant son dernier sou chez un psy assermenté,

En un mot le droit de mourir d'ennui dans un monde falsifié, de perdre sa vie à la gagner.

Les animateurs syndicalistes exhortent les étudiants à lutter pour des revendications fictives alors qu'en novembre ils se gardaient bien d'agir au moment où les flics bouclaient les quartiers à moins de trente mètres de leur fac. Nos futurs DRH font le jeu du pouvoir avec des revendications étriquées sans remettre jamais en question la valeur travail.

Désormais, l'unité la plus large doit se faire en dehors des syndicats et contre le travail.

NI CPE NI CDI !

Il n'y a rien à défendre mais tout à détruire !

Nous ne quémandons rien, nous prendrons tout

REVOLUTION SOCIALE !

Début mars 2006

II. PASSAGES AU REEL

MISE AU POINT

La Sorbonne, avec ses airs d'éternité. Enceinte d'histoire suspendue. Couloirs de marbre comme un étang gelé. « Faute de soleil, sache mûrir sous la glace ». Il y a dix jours, un dégel, une soirée contre les siècles. Un feu de tables, les tracts de l'UNI : flamme plus haute qu'un homme, au milieu de la cour, la cour *d'honneur*. Ça ne murmure plus dans les amphithéâtres, dans les couloirs, ça ne discourt plus, ça s'entrechoque, à la recherche d'une composition. Ça commence. Ça jette, des cris, des extincteurs, des chaises, des échelles, sur les flics. Un monstre se réveille.

Le pouvoir est stupide. Il fait du footing. Il a cru anéantir, en nous expulsant, le souffle qui a émergé là. Bêtise. Bêtise lourde comme une unité centrale sur le casque d'un CRS. En nous exilant, il n'a fait qu'étendre au monde notre terrain d'action. Grâce lui soit rendue de nous avoir pris *notre* Sorbonne, de nous en avoir dépossédés. En u posant sa police, il l'a offerte à tous les dépossédés. À l'heure où nous écrivons, la Sorbonne n'appartient plus aux sorbonnards, elle appartient à tous ceux qui, par la parole ou le cocktail, entendent la libérer.

Depuis notre exil, donc, quelques pensées sur l'état du mouvement.

Mise au point n° 1 : Nous sommes en lutte contre une loi votée à la majorité par un parlement légitime. Notre seule existence prouve que le *principe* démocratique du vote à la majorité est contestable, que le *mythe* de l'assemblée générale souveraine peut être une usurpation. Il appartient à notre lutte de limiter autant que possible la tyrannie du vote majoritaire. Trop d'espace accordé aux assemblées générales nous paralyse, et ne sert qu'à conférer une légitimité de papier à quelques bureaucrates en herbe. Elles neutralisent toute initiative en instituant la séparation théâtrale entre les discours et les actes. Une fois votée la grève illimitée jusqu'au retrait de la loi sur l'égalité des chances, les assemblées générales doivent devenir un lieu de palabre, de mise en commun des pratiques, des idées, des désirs, un moment de notre constitution en force, non plus la scène de toutes les luttes de pouvoir, de toutes les intrigues pour emporter la décision.

Mise au point n° 2 : Les bureaucrates syndicales, bien qu'elles persistent dans leurs habituelles manipulations, ne sont pas un obstacle aussi sérieux au mouvement réel que les réflexes citoyens de pacification, diffus parmi nous. Durant la nuit de l'expulsion de la Sorbonne, une partie des étudiants ne savaient pas pourquoi ils étaient là ni ce qu'ils pouvaient faire, moins encore ce qu'ils *devaient* faire. Ils promenaient avec eux l'angoisse d'une liberté offerte mais impossible à saisir, faute de l'avoir désirée. Une semaine plus tard, au fil des occupations, des affrontements avec les forces de l'ordre, l'impuissance revendiquée laisse place au goût innocent de l'action directe. Le pacifisme retourne à ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être : une pathologie existentielle bénigne.

Mise au point n° 3 : La lutte appartient à ceux qui la font, pas à ceux qui voudraient la contrôler.

Mise au point n° 4 : Le mouvement permanent, celui de la circulation de tout, est la condition paradoxale du maintien en l'état de la machinerie capitaliste. Tout aussi paradoxalement, l'interruption de son fonctionnement est la condition de tout début de bouleversement. Par le blocage, nous luttons contre le blocage absolu de la situation.

Mise au point n° 5 : Nous nous référons 68, il est vrai, non à ce qui s'est *effectivement* passé en 68, à son folklore, à la Sorbonne occupée d'alors, aux barricades du Quartier latin, mais à *ce qui ne s'est pas passé* en 68, au bouleversement révolutionnaire qui *n'a pas eu lieu*. ON voudrait, en

nous projetant dans le passé, nous extraire de la situation et nous faire perdre l'intelligence stratégique de celle-ci. En traitant 698 comme un simple mouvement étudiant, on voudrait éloigner la menace encore présente de *ce que 68 a pourtant été*, une grève sauvage générale, un éclat de grève humaine.

Mise au point n° 6 : L'idée de débattre démocratiquement, chaque jour, avec les non-grévistes, de la reconduction de la grève est une aberration. La grève n'a jamais été une pratique démocratique, mais une politique du fait accompli, une prise de possession immédiate, un rapport de force. Nul n'a jamais voté l'instauration du capitalisme. Ceux qui prennent parti contre la grève se placent *pratiquement* de l'autre côté d'une ligne de front, au travers de laquelle nous ne pouvons échanger que des invectives, des coups et des œufs pourris. Face aux référendums mis en place pour casser la grève, il n'y a pas d'autre attitude à adopter que leur annulation *par tous les moyens*.

Mise au point n° 7 : Une étrange idée hante ce mouvement, celui d'une occupation des facultés aux heures ouvrables. D'une occupation qui ne serait pas libération de l'espace. Où vigiles, pompiers, administrations, prétextes d'autorité et de sécurité continueraient à exercer leur empire infantilisant, où l'université resterait platement l'université. Il est vrai que cet espace une fois conquis, nous devrions le peupler, le peupler d'autre chose que du désir de retourner à la normale. Nous placer dans la perspective sereine qu'*il n'y aura pas de retour à la normale*. Puis habiter cette irréversibilité.

Mise au point n° 8 : Les coordinations nationales reflètent la stérilité d'une certaine idée, classique, de la politique. Les syndicalistes et les groupuscules gauchistes (PT, LCR, LO, UNEF, SUD, FSE, Combat, CRI, Groupe bolchevique) proposent à des AG atones des plates-formes pré-rédigées par leurs directions. Dans une ambiance qui fleure bon le énième congrès du PCUS, la coordination nationale ne déroule qu'un jeu de pouvoir soviétique entre « orgas ». Nous opposons à cela l'idée d'une coordination parallèle prenant exemple sur le mouvement lycéen de l'année dernière, une coordination ouverte qui n'est qu'un lieu itinérant d'élaboration stratégique nationale.

Mise au point n° 9 : Nous sommes les héritiers de l'échec de tous les « mouvements sociaux » non seulement depuis trois ans (profs, retraites, intermittents, LMD, EDF, lycéens), mais depuis 1986 au moins. De ces échecs, nous avons tiré les leçons. Le premier d'entre eux porte sur les médias. En se faisant écho du mouvement, les médias en deviennent *de fait* une composante qui, lorsqu'elle se retire (généralement au même moment que les bureaucraties syndicales) viennent provoquer son effondrement. La force d'un mouvement est sa puissance effective, non ce qui s'en dit, les ragots sur son compte. Le mouvement doit se garder par tous les moyens, fût-ce par la force, de l'emprise médiatique et élaborer une parole qui lui soit propre.

Mise au point n° 10 : Aucun des « mouvements sociaux » des dernières années n'a obtenu en des mois de « lutte » ce que les insurgés e novembre ont discrètement obtenu en trois semaines d'émeute - suspension de toutes les radiations des aides sociales dans les quartiers concernés, rétablissement du financement aux associations les plus absurdes. Et ce sans rien demander. Revendiquer, c'est formuler son existence dans les termes mutilants du pouvoir, c'est concéder à l'adversaire l'avantage du terrain. Même du point de vue de qui veut obtenir quelque chose c'est con.

Mise au point n° 11 : Finis les défilés, les journées d'action décrétées par les centrales. Des occupations et des manifestations sauvages ! L'assemblée des grévistes de Rennes préfère déjà les manifestations « à parcours intuitif », refuse de subir les parcours de la préfecture et la présence de ses sbires. Le service d'ordre a même changé de fonction, comme de nom : il s'appelle « service action » et s'organise pour l'affrontement avec les forces de l'ordre.

Mise au point n° 12 : Qu'on ne nous dise plus que ce que nous faisons est « illégitime ». Nous n'avons pas à nous envisager du point de vue des spectateurs de la lutte, ni à fortiori du point de vue de l'adversaire. La légitimité appartient à qui pense ses gestes. A qui sait ce qu'il fait, et pourquoi il le fait,. Cette idée de la légitimité est évidemment hétérogène à celle d'État, de majorité, de représentation. Elle n'obéit pas au même type de rationalité, elle *pose* sa propre rationalité. Si le politique consiste en la guerre entre différentes légitimités, entre différentes idées du bonheur, notre tâche est désormais de nous donner les moyens de cette lutte. Sans autre limite que ce qui nous paraîtra juste, et joyeux.

Paris, le lundi 20 mars 2006

Commune insurrection

Il est dangereux de laisser trop longtemps des étudiants bloquer leur université. On se rassure en se disant qu'il n'y a pas là de perte majeure pour l'économie. Pourtant, il n'est pas de pire calamité pour les gouvernements que cette bonne nouvelle qu'il s'agit maintenant, pour nous grévistes, d'annoncer à qui l'ignore encore. Nous avons durablement pris goût à cette situation d'exception qu'est la grève. Il n'y a jamais eu pour nous de joie commune, de liberté politique plus grande. L'interruption illimitée de la production a fait naître le désir de ne jamais s'arrêter, d'étendre cette liberté et d'abattre ce qui l'entrave. Le mouvement nous a appris que nul mode de vie n'est en soi une forme de lutte, que nul engagement politique individuel n'est capable à lui seul de dépasser la médiocrité de l'existence libérale contemporaine. Aujourd'hui pour la plupart des grévistes, vivre et lutter ne font plus qu'un.

Le mouvement n'est plus un surgissement de colère sans lendemain, il est le cours pris collectivement par des milliers de vies, à Rennes et ailleurs. Nous avons constitué dans l'urgence un front commun contre le CPE-CNE, la loi sur l'égalité des chances, et de la solidarité mal dégrossie de ce front s'est dégagée, affinée, une communauté de lutte, plus déterminée encore. Une communauté politique peu sensible aux bruits de couloirs ministériels sur « l'aménagement » du CPE, indifférente aux tractations et manœuvres présentes et à venir entre gouvernants et dirigeants syndicaux qui depuis longtemps ne représentent plus rien. Ceux qui appelleraient à l'arrêt de la grève sans que nous obtenions au moins ce que demande l'AG passeraient inmanquablement pour des traîtres. On ne peut plus négocier impunément.

Au fil des semaines, la fac est devenue notre lieu. Les anti-grévistes ont perdu l'espoir de reprendre les cours. Les conservateurs, le parti de l'ordre, tous ceux qui tiennent par quelque côté au maintien de l'état de choses, ont fui le campus, ou se cachent ; leurs quelques alliés dans le mouvement cherchent, le plus souvent, à passer inaperçus. Aujourd'hui, presque toutes les facs ont leur hall B, leur commune en puissance, dont il ne saurait, pour le moment, n'y avoir de reprise en main que par voie policière. La commune, c'est le processus de dissolution des institutions politico-économiques, et en vérité, il n'y a plus ci d'université, fut-elle « libre », « populaire » ou « autogérée », mais seulement une communauté d'étudiants en lutte qui réfléchissent en situation, pressés non de reprendre les cours, mais de lutter au côté des chômeurs, des précaires, des ouvriers. La commune, c'est la sécession collective d'avec la légalité et les titres de propriété qui ont cours dans le capitalisme, c'est la mise en commun des biens, idées et affects : la constitution d'un monde commun. Elle est déjà là, c'est à dire : elle est à construire.

Le mouvement par lequel, avant la grève, nous allions du hall B à la gare, au Colombier, aux boîtes d'intérim d'Henri Fréville, était celui de notre sollicitation subjective permanente par le capital : la mobilité d'une force de travail occupée à s'entretenir, s'optimiser, s'auto-exploiter ; aujourd'hui, les piquets de grève de la commune interrompent tout, circulation des marchandises, paisible socialité désincarnée des centre-ville et spectacles culturels corollaires, tragique banalité du contrôle social et de l'exploitation.

Ainsi l'évidence se fait-elle jour que la commune est l'insurrection même, qu'il n'y a de commune qu'insurrectionnelle, trouvant à s'alimenter dans le foyer qui l'a vu naître, ne se satisfaisant ni des limites d'un territoire, ni des manifestations symboliques qui ne dérangent personne, mais continuant, sous des formes variées, une offensive ininterrompue contre les dispositifs de l'ennemi. Parmi ceux-ci, on rencontre la classique opération de division entre « casseurs » et « manifestants pacifiques ». A l'heure où le gouvernement ne cache plus sa volonté

d'anéantir, comme en novembre, le mouvement par des vagues massives d'arrestations et de condamnations, il est plus que jamais nécessaire de rappeler, par delà l'hétérogénéité certaine de ses expressions, l'exigence d'unité du mouvement contre ceux qui veulent l'étouffer.

Le mouvement, depuis sept semaines, va de seuil en seuil : il rejette la médiation de la Présidence, désavoue le dogmatisme de la non-violence en toutes circonstances, percevant bien en quoi une telle « position » peut contribuer au succès des tentatives gouvernementales pour casser le mouvement. Les modalités d'un blocage de l'économie rennaise sont désormais envisagées ; l'AG s'est, à plusieurs reprises, prononcée pour une rupture avec le capitalisme. Après sept semaines de blocage, plusieurs jours et plusieurs nuits d'affrontements et une détermination intacte, la question à l'ordre du jour est bien celle de l'insurrection.

Mesurons dès maintenant qu'il n'y aura de grève générale que malgré les directions syndicales ; celles là n'en veulent pas, parce que la grève générale, c'est l'insurrection, c'est à dire la fin des négociations, et donc des négociateurs. Cessons de croire aux interpros qui ne sont que des intersyndicales, à la distribution aux portes des usines de tracts qui se contentent d'informer sur notre mouvement et d'appeler abstraitement à une « mobilisation » sans contenus ni perspectives. Ce qu'attendent nombre de précaires et de salariés pour nous rejoindre, c'est que nous nous donnions les moyens de provoquer une crise majeure du régime, et par delà le retrait ou non du CPE, de renouer avec la puissance révolutionnaire du mouvement ouvrier, qui lui permettait d'imposer à la bourgeoisie des reculs successifs et durables. Cette fois-ci pourtant, le blocage de l'économie, l'interruption des flux de marchandises ne sera pas la conséquence, mais le préalable de la grève générale. Il s'agit pour nous de rendre sensible, par la généralisation du blocage, la possibilité pour tout un chacun de s'arrêter, de ne pas aller travailler. De rendre tangible la possibilité révolutionnaire contenue dans le mouvement, comme une proposition adressée à tous, d'y participer ou non.

La grève générale, ça n'est pas défiler à deux ou trois millions une fois par semaine, c'est la situation où en tous lieux, comme ici à Villejean, l'autorité des patrons est destituée, où en tous lieux s'affirme la commune comme processus d'indistinction entre vie et lutte collective, se substituant à la poursuite de l'activité économique. Le mouvement, chacun le perçoit, va bien au delà de contester un certain type de contrat, demander des créations d'emplois ou défendre tel ou tel secteur d'emplois menacé de disparaître, pour la simple raison que ceux qui le composent s'emploient à renverser un ordre qui borne l'horizon existentiel de chacun à ce triste sort : « trouver un emploi ».

Quel que soit le devenir du mouvement, il nous aura appris que la première exigence pour qui veut constituer une force politique est de fonder la question de la subsistance matérielle et affective comme question collective, et non comme un point de faiblesse par lequel nous serions perpétuellement acculés, chacun, isolément, à se vendre à un employeur, à retourner à sa vie privée. Il nous faudra nous employer aussi à ce que le travail, l'argent, les biens et denrées circulent dans le mouvement de manière à ce que nous soyons pleinement disponibles à ce que la situation exige de nous. Il n'y a, assurément, rien de mieux à faire que s'organiser en vue de confrontations d'une autre envergure.

Enfin, à ceux qui veulent nous distraire avec des questions du type « Et par quoi remplacerez vous ce capitalisme que vous détestez tant ? », enjoignons les à regarder mieux, à voir que nous le dissolvons dès maintenant comme réalité éthique, en nous, parmi nous, et que nous n'aurons de cesse qu'il en soit ainsi partout. L'alternative est ici même, dans le devenir insurrectionnel du

mouvement.

Rennes, le 27 Mars 2006

Mais où est passé le mouvement réel ?

Compte-rendu politique, critique et subjectif d'un mandaté de la Sorbonne au sujet de la Coordination Nationale Étudiante s'étant tenue à Aix-en-Provence les 25 et 26 mars 2006

1

D'abord, et comme un symptôme, le TGV qui relie Paris à Aix en trois heures. On arrive au milieu du désert : une gare immense, entièrement vitrée, lisse, un temple de la laideur architecturale contemporaine au milieu de la sécheresse. Et l'autoroute qui met la ville à quinze minutes. Le temps et l'espace sont annulés, nous sommes au milieu de nulle part, dans un centre impossible, fruit de la volonté d'effacer ce no man's land que constitue à présent le centre de la France. Nous sommes l'une des premières délégations à arriver, nous nous faisons enregistrer auprès d'un cocheur de cases, et rédigeons proprement les "motions perspectives" que l'on nous a demandé de porter à la coordination. Elles seront retapées par ordinateur et distribuées pendant les débats. Tout le monde se badgera bientôt : délégué, cafétéria, S.O., organisateur. Voilà tout le monde bien rangé, bien distingué, afin que chacun-e reste à sa place.

Tout le monde est stressé. Il faut que cela se passe mieux que la semaine dernière, à Dijon. Ça rigole quand même un peu, ça chante. À Aix, l'occupation dure depuis trois semaines, et c'est un honneur d'organiser la coord. Il y a évidemment les grandes banderoles de bienvenues, les tas de chaises entassées, les panneaux indicatifs. Tout le monde dort à l'arrache dans les amphis. Le lendemain, ça commence.

2

Réveil pénible sur le sol en lino. Plein de délégations sont là dans le hall. Ça grouille de monde, ça discute. Retrouvailles. Comment ça va depuis la dernière coord ? Il y a beaucoup d'habitué-e-s ici. Les mêmes têtes syndicales se retrouvent. Famille infecte, névrotique, dans laquelle se jouent les petites rivalités, les inimitiés. Je n'y comprends rien, ne sais pas ce qui se trame entre les différents groupes trotskards et gauchistes, sur quels points se constituent les ruptures. Le complotisme rôde, la mesquinerie va de bon ton. Ça se moque. Les délégations font encore semblant d'être ensemble. Mais déjà on se rassemble, on se mélange, les rumeurs circulent. Qui tiendra la tribune ? Vous avez vu la charte qu'Aix propose pour la tenue de la coord ? Qui est derrière tout ça ? L'Unef mino, l'Unef majo ? Et la coord, nous dit-on, est un grand espace de débat.

Ça démarre vers midi. Des délégations venant de villes proches se sont fait le plaisir d'arriver en retard. La tribune se présente, elle sera tournante. Grand discours d'inauguration d'un type de l'Union des Etudiants Communistes, beau comme un jeune cadre stalinien des années 80. On rigole. Il sera discuté pendant des heures des modalités de vote, de la question de la "charte d'Aix". Je ne comprends rien, sauf quand cela pue vraiment l'usurpation. Au bout d'un moment viennent les bilans fac par fac. On a les chiffres en AG et les chiffres en manif ville par ville. Au grand jeu concours, c'est

Rennes qui l'emporte. Ensuite, les "cas spéciaux" doivent parler : les facs fermées, les mouvements poursuivis au nom de la liberté d'étudier. On entend finalement très peu parler des centaines d'arrestations qui ont eu lieu, le suivi juridique et le reste. En tant que mandaté de la Sorbonne, je raconte ce qui nous arrive, nous est arrivé pendant la semaine. Avec cette étrange division entre celles et ceux qui ont décidé de s'installer dans le bastion occupé qu'est la fac de Tolbiac, et les autres qui ont préféré se mêler à l'occupation de l'EHESS avec les sans-statut fixe. Je ne m'attarde pas plus que ça. On me siffle derrière que je n'ai que deux minutes d'intervention. D'autres cas particuliers doivent aussi s'exprimer. Une minute de silence sera faite pour l'étudiant mort d'une crise à Strasbourg ; une minute de bruit ensuite pour montrer notre motivation. Résultats de ce soir : 1 pour la tristesse, 1 pour le bruit. Je crois que c'était le bruit qui recevait à domicile.

Pause. Ça reprend. On va aborder la fameuse question des revendications qui seront mises en avant par la coordination. Il y a déjà la désormais sacrée plateforme de Toulouse. Plusieurs heures sont nécessaires pour savoir si on la modifie, si on l'élargit, ce qu'on en fait en somme. Il y a une forte pression dans la salle pour que cela ne soit pas rediscuté. Avec la menace : rappelez-vous ce qu'il s'est passé à Dijon ! Je ne sais pas de quoi il s'agit ; rien entendu à ce sujet à l'AG de la Sorbonne. En même temps, vu que c'est le bordel, vu les coups de force débilés qui ont lieu, j'arrive à m'imaginer ce qui a eu lieu. Les mandaté-e-s, en tout cas, ont plein de revendications votées dans leurs AG. Le grand tableau se couvre de 70 propositions que l'on range dans des cases : mouvement, emploi/précarité, politique, divers. Facile de comprendre que ça bouillonne dans les Assemblées locales.

Après une nouvelle pause surgit une idée mystérieuse : le cahier de doléances. Un grand sac pour mettre toutes ces revendications nouvelles, dans la grande tradition du cause-toujours. On se demande qui a proposé ça. On nous explique : il s'agit d'être crédible, d'avoir un message clair qui puisse réunir tout le monde, les étudiants et les salariés. Nous devons encore massifier le mouvement. Une fois que nous aurons gagné sur la Loi sur l'Egalité des Chances, nous pourrions faire avancer le reste. En attendant, on ne peut présenter ça aux centrales syndicales.

IL FAUT ÊTRE CRÉDIBLE.

Les nouvelles revendications sont refusées au fur et à mesure, car les mandats ne sont pas aussi précis que ça. Pas assez de mandats pour refuser le contrôle renforcé des chômeurs, le RMA, le statut pourri des intermittents, les projets de loi pour la prévention de la délinquance à la crèche, la dernière loi sur l'immigration. Ne Prend Part au Vote, NPPV, NPPV, NPPV. Sera finalement rajouté à la Plateforme sacrée le refus du Contrat de Travail Unique (qui n'existe pas encore), la demande de la démission du gouvernement, un CDI pour tous.

ON RESTE CRÉDIBLE.

Quatre heures du mat. On passe aux perspectives. Au début est lue la motion de Jussieu. Tou-te-s les trotskystes de la salle se sont mis d'accord dessus. On y fera quelques aménagements mineurs, intégrant la proposition du blocage des voies de circulation. Le texte est moche, mal écrit, plein de

la novlangue de la crédibilité et de la massification. Il ne peut susciter aucun engouement, aucun appel d'air. La pensée de la lutte syndicale résumée dans un torchon sans intérêt.

ON RESTE CRÉDIBLE.

Je n'en peux plus, je m'énerve, décide d'aller me coucher. Il est six heures du matin. Les deux autres mandatées restent, dorment à tour de rôle. À dix heures, après vingt-deux heures d'AG, est proposé un bureau national, refusé in extremis. Les vingt porte-parole sont élu-e-s, et affublé-e-s d'un mandat impératif (elles ne peuvent donc en principe exprimer leurs positions personnelles). Une bonne moitié, semble-t-il, viennent de l'UNEF mino (la tendance minoritaire du syndicat) : la coord a donc à sa tête la partie de l'UNEF qui n'a pas pris sur le porte-parole.

Une conférence de presse sera réalisée à l'issue de la mascarade. La "motion Jussieu" est lue avec le peu d'entrain qu'elle mérite devant des journalistes impatientes. Les questions posées portent, comme il fallait s'y attendre, sur la violence. Les porte-parole s'en sortent avec la réponse besancenote : la première violence est celle du gourvenement. Quelle répartie.

ON RESTE CRÉDIBLE. NOUS DEVONS MASSIFIER LE MOUVEMENT.

3

La première chose qui m'a prise, lorsque je suis allé à la coord, a été le sentiment de participer à un vaste délire collectif. Tout ce petit monde badgé qui ronchonne, hurle, lève des cartons, complotte dans les couloirs, se marre en plissant des yeux vides quand telle secte gauchiste n'a pas réussi à placer sa motion, sa perspective, son bilan. Ces listes d'inscrit-e-s avec 70 noms de facs, ces tribunard-e-s qui hurlent hystériquement pour appeler au calme ou au respect. Tout ça pour quelques vagues phrases rajoutées à un petit texte et de fumeuses journées d'action où chacun-e selon le désir du coin ira faire des sit-ins sur les places des villes, diffuser à la sortie des gares ou des usines, fera des manifs de nuit. Vingt-quatre heures d'AG pour presque que dalle, en dehors des divers jeux de pouvoir des organisations. Aucun contenu, aucun discours qui prend aux tripes, une juxtaposition de phrases qui se superposent mais ne se composent pas. Un brouhaha dont le sens doit pouvoir être trouvé dans les divers bureaux politiques.

À quoi aboutit-on finalement ? Un "appel à la grève interprofessionnelle reconductible" (comme la semaine dernière), trois revendications en plus sur la plateforme. Je ne vois pas ce qui a été coordonné. À peine des journées d'action qui de toute façon auraient eu lieu. Pourquoi tout ce temps passé en AG à ce sujet, pour mandater, pour penser des motions, pour proposer des actions si c'est pour aboutir à cela ?

NOUS DEVONS MASSIFIER LE MOUVEMENT. NOUS DEVONS RESTER CRÉDIBLES.

Il me semble qu'à l'heure actuelle, deux hypothèses sont à l'œuvre, en pratique. Une première est celle qui se montre à la coordination nationale et dans bien des AG. Je la qualifierais de gauchiste-révolutionnaire. Elle s'articule autour du double-motif de la grève générale appelée par les syndicats et l'opinion publique. L'enchaînement des idées est simple. Pour que les syndicats

appellent à la grève, il faut démontrer la puissance du mouvement étudiant : faire donc de grosses manif, multiplier les grèves. Il faut aussi que les syndicats puissent partager nos exigences : avoir donc une plateforme dans laquelle ils puissent facilement se retrouver. Il faut enfin que la base des syndicats sentent qu'un coup est à jouer : proposer donc à l'opinion publique une image claire du mouvement, le rendre compréhensible au pire des idiots, faire preuve de responsabilité face à la violence ou aux revendications. De là des diffusions massives auprès des salarié-e-s, dans les gares, à la sortie des entreprises, avec un message **CRÉDIBLE**, pour qu'elles puissent se joindre à nous. De là aussi, conformément à cette volonté, ce qui s'est exprimé à la dernière coord de manière explicite à plusieurs reprises : donner une tête forte à ce mouvement, une "vraie direction", pour que les syndicats et leurs adhérent-e-s sachent où ça va, pour que les journaux aient quelqu'un-e de fixe à qui parler.

Cette hypothèse traverse en partie ce mouvement, prend du temps. Beaucoup de diffusions de tracts insipides sont faites en ce sens, bien des discussions sur ce qui est **CRÉDIBLE** ou non ou ce qui passe dans les media ont lieu dans ce sens. L'hypothèse gauchiste-révolutionnaire de la constitution d'un grand mouvement de masse par le biais de mots d'ordre simple bat son plein. La coordination telle qu'elle se fait aujourd'hui n'en est que le pur produit désastreux.

4

La seconde hypothèse, elle, ne se montre pas en coordination, même si elle y laisse ses traces. C'est la suivante : dans la situation présente, la force de notre mouvement est liée à ce qui a lieu dans la rue et les occupations, c'est ce bouillonnement qui fait peur et pourrait bien, par contagion, ouvrir les possibles. Ce bouillonnement est d'abord celui de la parole qui se délie. Nous recommençons à parler de politique, de ce que signifie vivre dans ce monde-ci aujourd'hui. Nous partageons nos révoltes, nos rages, nos refus. Parfois s'élaborent des programmes, plus ou moins farfelus. Cela a même débordé à la coordination, avec ces 70 revendications votées dans les assemblées dont les syndicalistes ne savaient que faire. Pour reprendre le vocabulaire en cours chez eux, la base est largement politisée : nous n'en sommes plus, après plusieurs semaines de contestation, au simple refus du CPE, mais bien, de manière souvent explicite, à un refus du monde qui se déploie aujourd'hui. Les discussions en marge des assemblées, dans les occupations, dans les moments creux du temps de grève laissent émerger des espoirs de changements radicaux. Revient, après une longue absence, l'idée qu'il nous appartient de faire ce monde. Et, en parallèle, les moyens s'inventent. Des actions symboliques plus ou moins débiles se réalisent, on se débrouille pour trouver de la thune, on récupère sur les marchés, dans les supermarchés pour nourrir l'occupation, on s'équipe pour les affrontements, on apprend à se soigner, à faire attention aux autres, on apprend à s'exprimer publiquement, à construire des trucs. Des solidarités pratiques se nouent, on finit par tenir à la lutte moins pour son prétexte que pour les moments qu'elle laisse vivre, le temps qu'elle voit émerger, les espoirs qui se partagent. Ça bouillonne et ça s'organise. On finit par se dire que l'on peut aussi bien faire des choses sans forcément attendre l'aval épuisant de tou-te-s, que l'on peut aussi parler véritablement en dehors des débats et des AG.

Ce qui se constitue, en ce moment, c'est la puissance du débordement. Les ressorts d'action syndicaux s'épuisent, on perd le goût de la manif plan-plan où même les chansons bien trouvées ne suffisent plus. On perd le goût des slogans mille fois répétés, des tracts mille fois distribués. On perd la curiosité pour les motions, pour les subtilités

qui ont amené aux choix de parcours ; les AG apparaissent dans leur vacuité, leur tristesse formaliste. Alors, évidemment, cela dégénère, comme il les disent. La parole se fait plus rêveuse, les actes se font plus déterminés. Les beaux cortèges bien rangés se disloquent, les tracts non-tamponnés se multiplient. Cela démarre vers l'incontrôlable. Voilà où nous en sommes aujourd'hui. Au cœur du conflit entre deux hypothèses qui ont pu cohabiter un moment ensemble, mais qui, à présent, vont s'affronter. La coordination nationale, encore à Aix, s'est voulue fière coordination du mouvement étudiant. Elle n'en représente pourtant que sa face syndicale, bien lisse, bien propre, bien claire, bien **CRÉDIBLE**. Rien de plus que cela. Elle ne vient que couronner la domination, dans les AG, du principe de l'unification des mots d'ordre et des actions, de la tribune qui note les listes d'inscrit-e-s, de la volonté d'obtenir en se montrant à leur hauteur la grève générale par le biais des syndicats. Le mouvement réel de son côté, est irréaliste, irresponsable, divers, il pense et il déborde. Sa rage est trop forte pour se contenir dans les pauvres slogans tout mous et les manifs en rang. Il ne passe pas bien dans les media, il aime faire la popotte, préparer des actions, se dire qu'il ne fait que commencer et qu'il a le temps. Le mouvement réel s'organise.

Rien ne peut encore vraiment être prévu. Ça s'affronte déjà dans les rues, ça prend une tournure radicalement politique dans certaines AG. On ne sait dans quelle mesure les syndicats et les gauchistes parviendront encore à poursuivre leur œuvre d'encamaradement, leur œuvre de censure du caractère politique du mouvement dont ils ont constitué l'étincelle. Émettons une hypothèse : si grève générale ou blocage général il y a, cela arrivera surtout parce que, dans les rues et les occupations, la jeunesse, qu'elle vienne des cités ou du centre des mégalo-poles, se sera mise à s'organiser par elle-même, à penser et parler haut et fort à l'écart des mégaphones et des camions sonos.

Le désastre est trop présent pour que ce monde ne commence à se fissurer. Le besoin de révolte est trop grand, trop partagé pour que le mouvement réel n'émerge pas.

Je pense que la Sorbonne devrait cesser de participer à la coordination car sa préparation prend trop de temps, parce que ses résultats sont et seront minimes, parce qu'elle ne sait pas et ne saura jamais refléter la multiplicité de ce qui a lieu en bas, parce que c'est avaliser comme une évidence les logiques de pouvoir délirantes d'organisations syndicales et gauchistes. On m'a dit, sûrement avec raison, que si l'on cessait de faire tout cela en AG, beaucoup de gens s'en iraient. Il est vrai que certain-e-s s'amusent dans ce jeu d'organisations. Mais les autres ?

Quant à moi, et je sais que je ne suis pas seul, je préfère la seconde hypothèse. Car je crois en notre capacité à nous organiser pour les affrontements à venir et en notre capacité à laisser surgir à l'intérieur de ce mouvement des réflexions politiques radicales et des pratiques d'organisation autonomes.

En tout cas, je n'irais plus jamais en TGV pour voir cette pièce de théâtre sordide. L'exil est déjà assez difficile. Pas besoin d'aller voir ces gardiens de troupeau à keffieh s'écharper sur la part de désert qu'ils contrôlent. J'ai définitivement mieux à faire.

Kamo, 27 mars 2006

III. CASSE ET REPRESSION

CPE: « violence », vous avez dit violence ?

Au fur et à mesure que le mouvement s'étend, et que les actions directes se font plus présentes, la question de la "violence" refait inévitablement surface. Si certaines interventions, catégoriques & ignorantes ("la violence, c'est mal!") ne valent guère la peine que l'on s'y arrête, nombre d'autres s'interrogent avec honnêteté sur la violence & son utilité. Question pertinente, la violence n'allant pas de soi, et, comme forme d'expression pour le moins dure, devant être pensée. Voici donc quelques pistes pour contribuer à la réflexion & l'action.

Qu'aurait été l'évacuation de la Sorbonne sans la résistance active & spectaculaire d'une partie des occupant-e-s? Ce n'est pas tous les jours que les flics se prennent des tables sur la tronche, et ce moment est vite devenu un mythe, qui anime les solidarités en France comme à l'étranger, profitant directement à ceux qui sont pourtant les plus prompts à critiquer ces actions, les "pacifistes". D'une manière générale, les actions "dures", quand elles accompagnent un large mouvement de contestation, sont autant d'outils permettant à celui-ci de s'imposer, d'empêcher les tentatives d'étouffement d'un gouvernement, de se faire entendre! L'État ne craint pas les marches pantouflardes qui jalonnent les mouvements sociaux depuis des années pour demander une petite part de gâteau. Elles constituent la routine du théâtre démocratique, et n'obtiennent jamais rien de significatif (l'histoire des mouvements ouvriers montre beaucoup moins de frilosité de leur côté). L'État craint, au contraire, le dérapage, la perte de contrôle, le potentiel de colère d'un mouvement inflexible, à plus forte raison s'il est capable d'agrèger d'autres révolté-e-s (ce que Sarkozy semble, à raison, particulièrement redouter!).

Demandons-nous ce qui fonde notre appréciation d'une action. Le seul regard filtré des caméras, aux ordres du gouvernement, comme l'ont montré les expériences pratiques de luttes depuis des années, comme la sociologie critique? S'il est important de penser à l'intelligibilité des actions, en donnant de la visibilité à des idées, à des revendications, via banderoles, slogans, graffitis ("cassons le CPE!") & choix de cibles claires, il serait bon de ne pas oublier la dimension libératrice & révolutionnaire, à une échelle personnelle & collective, de ces moments. L'expérience pratique de la résistance permet non seulement de sortir les violences quotidiennes accumulées face à l'autorité, mais aussi et surtout de vivre un moment d'intensité ensemble, lors duquel le temps est suspendu, lors duquel le jeu change de règles. C'est assurément un moment galvanisant que de briser l'isolement habituel, pour se sentir fort-e-s ensemble, légitimes dans la colère, et refuser le confinement imposé par la flicaille, bras armé de l'État, qui, on le sait, n'est là que pour décourager, démobiliser, semer la terreur, fracasser des gueules, bref, casser (les gens, le mouvement); et non pour nous protéger (!!!), comme certain-e-s osent encore le bêler!

On dit souvent que la violence, si elle est légitime, est difficilement compréhensible, audible pour le citoyen. À vrai dire, c'est évident. Quoique. Comme modes d'action, l'insoumission (refuser le confinement policier et l'enfoncer), la résistance active (caillasser, entre autres choses) & le sabotage (briser des vitres pénibles à regarder) sont aussi des expressions qui parlent à des catégories de la population, "qui ont délaissé la politique, parce que la politique les a délaissés". Quoi qu'il en soit, si bien des gens refusent la "violence" (bien que celle des manifestant-e-s demeure en tout point inférieure à celle du gouvernement), ne peuvent s'y identifier; si bien des gens s'en vont la rejeter en bloc, fustigeant les casseurs (pure invention policière & médiatique, visant à décrédibiliser ceux & celles qui expriment de manière radicale & déterminée leur

opposition, en les faisant passer pour des opportunistes sans rapport avec les manifestations, ce qui est un mensonge éhonté), faut-il se demander pourquoi, ou, plutôt, comment remédier à cela?

Et si tou-te-s les manifestant-e-s occupé-e-s à dénoncer leurs voisin-e-s lanceurs & lanceuses de pavés, sous prétexte que "personne ne va comprendre", consacraient un dixième de ce temps là à expliquer, à faire en sorte que les personnes en question puissent comprendre; à se montrer en solidarité, à assumer ces actions comme composante du mouvement? Que l'on soit clair: il ne s'agit pas nécessairement que tout le monde se transforme en émeutier-e; à chacun sa manière d'agir, selon son confort personnel & ses envies, dans le respect des autres tactiques; mais ce dont il s'agit, à l'évidence, c'est de refuser la stratégie de division du gouvernement, qui va sans hésiter distribuer des bons points aux gentil-le-s manifestant-e-s, inoffensifs, pour durcir la matraque contre les autres. Le fait même qu'un gouvernement hostile flatte les étudiant-e-s les plus dociles, opposés à sa politique, devrait mettre la puce à l'oreille à quiconque se méfie. Cessons donc de jouer le jeu de Sarkozy, et de vouloir être premiers de la classe! Désertons son monde & ses logiques autoritaires, et nourrissons une opposition plurielle, insolente, qu'elle soit ou non violente! Nous avons tou-te-s à y gagner, sauf le gouvernement.

Reste à savoir si le mouvement anti-CPE veut avoir l'intelligence de s'ouvrir à d'autres mécontentements, pour dépasser la revendication limitée du CPE, qui, il est vrai, ne fait que compléter un dispositif d'exploitation déjà largement rodé. S'opposer radicalement au CPE et faire en sorte qu'il ne ressurgisse pas sous un autre nom, c'est forcément poser la question du monde qui l'a généré, et lutter pour en construire un autre, fruit de nos envies, des pratiques collectives que l'occupation des FAC permet d'ores & déjà d'explorer, sans oublier l'inspiration que peuvent nous procurer les expériences & projets autogestionnaires qui existent depuis des années, mettant en relation recherche d'égalité dans le vivre-ensemble & pratiques d'autonomie vis à vis des systèmes étatique & marchand.

Alors, qu'est-ce qu'on attend?

mars 2006, un étudiant ("casseur" à ses heures)

Sans les casseurs le CPE serait toujours là... Car seules les casseuses ont mené la lutte

Casser (saboter, voler, piller) c'est illégal mais surtout ça cause du dégât économique : ça tape là où ça fait mal.

Il y a plein de manières de casser : bloquer la fac, lancer de la peinture sur l'hôtel de ville, occuper une gare, une autoroute, murer une préfecture, tagger un bus ou un palais de justice, voler des caddies à géant monthieu, participer à une manif sauvage, jeter des cailloux et des bouteilles sur la police qui charge, bloquer la circulation, coller des affiches sur un mur,... Tous ces actes, toutes ces actions sont illégales et causent du dégât économique pour visibiliser ou faire cesser une situation injuste et/ ou obtenir de « nouveaux acquis sociaux ». Toutes celles et tous ceux qui les commettent sont des casseuses, des casseurs...

Il n'y a pas de bon-ne ou de mauvais-e manifestant-e-s (gréviste, émeutier-e, ...), il y a juste différentes formes de lutte.

En effet, une lutte, pour être efficace, passe aussi par l'illégalité (par le fait de taper là où ça fait mal), car la quasi-totalité des moyens de lutte a été mise hors la loi.

Si une personne tagge la façade du palais de justice puis un bus, elle est en lutte. Si une personne donne un coup de matraque en plastique sur la tête d'une patronne, elle est en lutte. Laisser arrêter ces personnes sans réagir, voire en disant « c'est bien fait : c'est de sa faute », c'est laisser agir le flic, le patron, le politicien en soi, c'est accepter d'être un jour soi-même arrêté-e et que les autres trouvent ça normal, c'est oublier volontairement qui est l'adversaire et qui est l'allié-e.

Manifester calmement ne suffit pas : combien de millions de personnes ont manifesté ces dernières années pour les retraites, pour la sécu, pour la régularisation des sans papiers, pour la hausse des salaires, contre la privation des services publics (EDF, GDF, France Telecom...); autant de manifs, autant de défaites.

Casser une vitrine ce n'est pas un acte violent dans la mesure où ça ne blesse personne, où personne ne souffre physiquement ; mais c'est illégal.

Quand l'Etat (police, justice, armée) frappe, gaze, blesse, enferme, parfois tue, c'est de la violence et c'est légal.

Etre légitime, être crédible pour les mass-médias, pour l'Etat, pour les dirigeants c'est être pacifiste et non violent-e. C'est-à-dire se laisser taper, gazer, humilier par les autorités sans réagir.

Si le pacifisme c'est de tendre la joue droite quand on vient d'être claqué sur la joue gauche, si le pacifisme c'est d'accepter comme normal le fait d'être opéré-e pour avoir été gazé-e 3 jours plus tôt, si l'objectif du pacifisme c'est d'être un « martyr », un exemple spectaculaire pour les médias, si l'efficacité pacifiste exige le sacrifice par abnégation, si pour être crédible il faut renoncer à se défendre contre l'agression et à toutes les pratiques collectives d'autodéfense, alors cette lutte contre la loi « pour l'égalité des chances » a heureusement été parfois non pacifiste et totalement non crédible.

C'est parce que nous avons toutes et tous été des casseuses que le gouvernement a commencé à céder un tout petit bout de terrain.

Saint-Etienne, avril 2006

Collectif de soutien aux inculpés

Pour un soutien inconditionnel et concret

Suite aux diverses manifestations et autres actions, dans le cadre élargi du mouvement anti-CPE/CNE/LEC, nous avons constaté une répression grandissante en guise de réponse de l'Etat. Face à la multiplication des interpellations et des inculpations, il nous a semblé important de réunir un maximum d'informations afin d'avoir une idée plus précise de « l'état de la répression de l'Etat répressif ».

Pour avoir un maximum de clarté sur la répression, ce qui nous semble la condition sine qua non pour apporter un véritable soutien aux inculpéEs, nous avons créé à Lyon un collectif de soutien - qui n'a pas encore de nom rigolo.

Ce soutien est inconditionnel et concret. Inconditionnel, car nous soutenons toutes les personnes inculpées, quels que soient les actes qu'elles aient posés, et même les innocent-e-s. Concret, car pour nous la solidarité ne se limite pas à une simple déclaration d'intention. La solidarité passe par une prise de contact avec des avocat-e-s, une participation à l'élaboration de la défense des inculpé-e-s en recueillant des témoignages par exemple, la mise en place d'actions concrètes visant à récolter de l'argent pour participer au paiement des amendes, un soutien aux inculpé-e-s et à leurs proches et plus largement par des actions anti-répression.

Etant donné la répression visant le mouvement dans son ensemble, il nous paraît indispensable de répondre collectivement. C'est pour cela que nous tenons à échanger entre les collectifs de soutien déjà existants pour collecter les infos et partager les façons de faire.

On a envie à Lyon de créer un journal des répressions : on est donc preneuse de toutes les informations, les plus précises possibles paskon veut pas faire d'intox.

Alors voilà on s'appelle et on se fait un potlatch d'idées, d'infos et de techniques.

comment on nous contacte : soutien-inculpes@no-log.org

le collectif de soutien aux inculpéEs de Lyon

Péesse : si la féminisation des termes n'est pas uniformisée, c'est parce qu'on n'est pas d'accord et qu'on trouve que c'est pas grave des fois, de pas être d'accord.

Uèmpé : juste, on est d'accord sur le fait qu'il faut féminiser, mais pas sur la forme, en même temps ça a rien à voir avec les inculpéEs, mais on voit pas pourquoi on pourrait pas le dire quand même...

Lalig :... en attendant l'abolition des genres !

Publié le 7 avril 2006 sur rebellyon.info

Appel à la solidarité ! Et à l'expérimentation...

Analyses sur le mouvement social actuel par des membres de IAKAA (Initiative Anti-Kapitaliste et Anti-Autoritaire), collectif de Lyon II.

Le CPE est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Rien ne sert de vider ce vase. Donnons-nous plutôt les moyens de le renverser !

Qu'est ce qu'un casseur ? Tantôt les racailles de cités, tantôt les gauchistes, tantôt les anars... On entend qu'ils sont minoritaires, qu'ils sont en marge de la manifestation, que ce ne sont pas de « vrais manifestants » (Selon Nicolas Sarkozy). Mais qu'entend-on vraiment dans ce terme ? Un casseur ne fait-il que casser ?

Depuis près d'une semaine on nous martèle l'esprit avec le terme de « casseur » qui est employé à tort et à travers par les medias. Il s'agit pourtant de l'examiner avec prudence et de ne pas tomber dans le piège manichéen : « vrais » manifestants / jeunes avides de violence.

Au-delà du simple fait que c'est une instrumentalisation pure et dure qui sert l'Etat et ses intérêts, qui brise le mouvement social, c'est avant tout un piège à éviter. Il faut bannir cette terminologie.

Employer ce terme c'est se laisser corrompre par le confort que procure le concept. Il est tellement plus simple de figer les phénomènes dans des notions qui classent le réel que l'on en vient à considérer comme justes de pures inventions. Il ne faut pas substituer la parole des médias à la réflexion !

Cette manière dont on nous impose ce terme de « casseur » depuis une semaine révèle bien les convergences de stratégies et d'intérêts qui lient les médias aux politiques : décrédibiliser les manifestations, casser le soutien de l'opinion publique au mouvement.

Il serait gravement réducteur de nous enfermer dans cette vision, il faut à tout prix éviter de tomber dans cette logique (comme on a déjà pu l'observer chez différents étudiants mobilisés qui dénoncent des « casseurs » sans vraiment savoir de qui ils parlent.) Car bien au contraire, il s'agit aujourd'hui de contrer cette logique en renforçant les liens de solidarité qui nous unissent, en étant plus ouvert sur nos différents modes d'actions, et en n'oubliant jamais que c'est ce système d'entraide qui fera que nous vaincrons.

Les manifestations sont des événements lors desquelles s'exacerbent les contestations. Ces contestations s'expriment de différentes manières, dans différents groupes sociaux. Si certains sont pacifiques et d'autres radicaux, si certains sont pour le retrait unique du CPE et d'autres pour la remise en cause totale des systèmes d'organisations... il ne tient qu'à nous d'en faire un atout et non pas une faille. La diversité n'est pas une tare ! Et ce stéréotype du « casseur » nous est à tous nuisible.

Le « casseur » n'existe pas plus que le « bon manifestant ». N'importe quel homme qui goûte aux méthodes coercitives des forces de l'ordre pour réduire notre champ de liberté, et l'accomplissement de nos actions est susceptible de jeter un pavé sur les CRS.

Qui retrouve-t-on encore en manifestation ?

Le promeneur, qui ne fait que se promener ? Le porteur de drapeau, qui ne fait que porter un

drapeau ? Le bon père de famille, qui n'est que bon père de famille ?

Et le flic... qui nous surveille et qui tabasse les manifestants..., celui qui laisse passer les bandes d'extrême-droite armées se ruer sur les étudiants... Et le bureaucrate qui aide les flics en bridant notre révolte par divers moyens (intimidations, service d'ordre...). Voilà où on arrive quand on stigmatise des groupes...

Nous sommes tous des manifestants, même si nous n'avons parfois pas les mêmes stratégies, et pas les mêmes objectifs. Mais nous devons nous solidariser car en face, ils sont nombreux et soudés. Ils veulent nous diviser en prétendant qu'il y a les casseurs et les autres, les bons manifestants et les mauvais ?

Pour eux ce n'est pas Mai 68. Chacun y va de son analyse, ce n'est pas 68 car... tout le monde y met ce qu'il veut. C'est bien beau d'idéaliser les barricades de cette époque mais quand on les voit en bas de chez soi, ce n'est plus la même chose. Ce qui se passe fait peur à ce gouvernement. Il voulait passer en force, il voit notre révolte. On ne s'arrêtera pas ici.

C'est normal et logique que l'Etat essaie de minorer cette révolte mais nous ne devons pas tomber dans ce piège.

Ils ont la force légitime avec eux (forces de l'ordre, Justice...) Ils ont les médias avec eux, qui relaient la propagande anti-grève. Ils ont la gauche avec eux qui est justement passée de l'autre côté de la barricade depuis belle lurette !

Mais nous ne sommes pas avec eux, nous n'avons rien à négocier. C'est une lutte. Notre révolte ne rentre pas dans le jeu démocratique politicien, car ce jeu est biaisé. On l'a maintenant compris, nos ancêtres se sont fait avoir plus d'une fois. Nous n'acceptons pas vos règles du jeu...

La question de la violence n'est pas à poser en ces termes. Il n'y a pas de non-violence pas plus qu'il n'y a de violence. Si on peut parfois y avoir recours, ce n'est pas par gaieté. La violence est située. La lutte est un rapport de force (et aussi un terrain d'expérimentation pratique). On entend dire qu'elle est le fait d'une minorité ! (Et que donc elle est anti-démocratique !) Parce qu'il faudra attendre d'être 31 millions dans la rue pour que l'Etat retire sa loi ?

A Lyon, le Jeudi 23 Mars au matin fut un bel exemple de solidarité :

Devant le refus de la SCNF de nous affréter des trains, nous décidons collectivement de partir en manifestation. La première cible fut le pont de Fourvière où nous sommes arrivé à bloquer l'autoroute plus d'une demi-heure avant l'arrivée des CRS et leur lot de gaz lacrymogène. Ensuite nous nous avant déambulé dans les rues de Lyon où quelques barricades furent érigées. La solidarité fut très présente entre les manifestants, chacun participant à sa manière sans qu'il n'y ait de conflit interne. Il est intéressant de noter que les manifestations retrouvent toute leur splendeur en l'absence de service d'ordre et de bureaucrates directifs !

On entend par ici que contrairement à 1968, il n'y a pas de motivations politiques générales, et que la lutte se concentre sur le CPE, parfois vu comme un cristallisateur de l'angoisse de la jeunesse. Nicolas Sarkozy préconise d'expérimenter le CPE pour 6 mois. C'est autre chose que nous voulons expérimenter...

Oui, la jeunesse d'aujourd'hui n'a plus de projet de société, plus d'idéal. L'idéologie s'est tuée

d'elle même - bien aidée il est vrai par des partis et individus avides de pouvoir. Nous ne voulons pas de ce système injuste qui nous fait crever à petit feu. Emplois précaires, chômage, répressions, peur, vie chère... Nous cherchons à expérimenter d'autres choses, à revenir à des rapports humains, et non de profit, à renverser les rapports de dominations, à autogérer la production, à internationaliser les échanges. C'est dans notre lutte que nous devons commencer, en évitant tout d'abord les gestions bureaucrates et les rapports de pouvoir. Des espaces et des lieux s'ouvrent à nous comme expérimentation du possible. A nous d'en tirer partie...

Nous pouvons être solidaire en respectant les stratégies de lutte de chacun et en apportant notre soutien aux inculpés (nous essaierons de relayer sur ce site, les moyens de soutenir ceux qui sont touchés le plus directement par la violence d'Etat). Quant à l'expérimentation, elle se fait sur nos terrains de lutte et de vie comme à l'occupation ou dans les manifestations.

Rendez-vous cette semaine à l'occupation de Bron Lyon 2. Et à la manifestation mardi 28 mars à 11 h à la station de métro Sans-Soucis.

Des membres de IAKAA (Initiative Anti-Kapitaliste et Anti-Autoritaire)

Contact : iakaa(arobase) no-log.org

Publié le 23 mars 2006 sur rebellyon.info

IV. LA SUITE

Il y a du nouveau.

Le mouvement actuel s'est déployé au travers d'une pratique retrouvée, celle des affrontements avec la police, et d'un goût immodéré pour le blocage. Cette inclination nous renvoie à une évidence stratégique : en tant que telle la grève étudiante n'a pas de sens (elle ne bloque pas la production) et il lui faut donc, pour construire un réel rapport de force, donner lieu à d'autres modes d'action. Or, seul le blocage, en nous libérant du fonctionnement de la fac et des tracasseries administratives, nous permet de nous organiser.

L'université fonctionne sur le mode d'une gestion de flux, par la mise en circulation réglée d'étudiantEs de salles de classe en amphi, de machines à café en salles informatique... Bloquer c'est venir interrompre ce flot et libérer dès lors des possibilités de nouveaux agencements, de rapports diffus qui se nouent au hasard des rencontres.

En cassant tout ce qui tend à nous individualiser, à nous projeter dans des carrières ou des trajectoires étudiantes, la suspension du temps de l'université a permis la création de situations nouvelles et collectives.

Prendre en charge la question de la nourriture dans le cadre d'une cuisine collective, organiser des entraînements d'autodéfense face à la police, tout cela participe à fabriquer du commun.

Lundi 10 avril au matin, on a pu assister à une joyeuse kermesse autour de la « victoire » des anti-cpe, coproduite par Villepin et ses potes des syndicats. Il paraîtrait même que le déblocage a été voté.

La présidence et les anti-grévistes les plus militants espéraient que cette opération signifie un retour à la normale. Mais avec ce qui s'est vécu dans le cadre de la lutte, ce retour à la normale est devenu impossible. Qui peut encore reprendre goût au déroulement insipide de la vie quotidienne ? Beaucoup ont déjà rompu avec l'existence qui leur était destinée, ils et elles ont délaissé le terrain de la grève étudiante pour vivre la grève humaine.

A la limite on pourrait même dire que cette décision nous libère d'une question qui paralysait depuis toujours les AG. Ce qui n'était qu'une question tactique pour l'organisation de la lutte a peu à peu polarisé l'affrontement entre deux camps, entre deux partis : ceux et celles qui luttent d'une part et les tenants d'un retour à l'ordre d'autre part...

De peur d'assumer cet affrontement on a préféré, dès le départ, le « gérer » démocratiquement. On a joué à la démocratie, avec tout ce que cela implique : coups bas, manipulations et jeux de pouvoir.

A présent la rupture de la mascarade bihebdomadaire, avec ses logiques de représentativité, nous impose à la fois d'assumer cette dissension et de nous constituer en force effective.

D'abord, le retrait du CPE nous aura sorti du piège des revendications qui consiste à formuler son existence dans les termes mutilants du pouvoir, c'est-à-dire à avancer en terrain ennemi.

La levée du blocage, elle, nous libère de l'obsession de la légitimité. Désormais celle-ci appartient à qui pense ses gestes. L'occupation de l'université ne tient pas à un quelconque vote majoritaire mais à l'initiative de qui veut la peupler. De même, il n'est plus question de rechercher l'assentiment de la majorité des étudiantEs pour continuer.

Même s'il est formellement levé, le blocage a transformé durablement ce qui pouvait se passer à l'université. Il convient maintenant de le propager ailleurs : non plus là où il nous est seulement utile, mais là où il devient menaçant pour le pouvoir.

Ici quand nous parlons de bloquer, cela ne veut pas dire « jouer aux barricades », « marquer le coup » et nager dans le symbolique, mais bien *frapper là où ça fait mal*.

Le fonctionnement de la machinerie capitaliste passe par la circulation permanente des marchandises et des informations ; encore une fois c'est le blocage de ces flux qui permet l'émergence de situations nouvelles.

BLOQUONS TOUT !

Lyon, le 10 mars 2006

« Qu'est ce qu'on fait maintenant ? »

Pour beaucoup nous avons vécu 3 semaines de lutte sans ménagement. Collectivement nous avons montré une capacité de réalisation énorme.



Mise en place du blocage



Occupation de la fac



Actions directes



Cuisine autogérée



Manifestations sauvages



Décoration de la fac



Etc...

Cela faisait déjà un moment que dans les discussions ressortait que s'attaquer à des lois n'était plus l'actualité de la mobilisation. Des espaces d'échanges se sont créés avec un autre rapport au monde. Certaines pratiques nous ont personnellement fait avancer. Les lieux se sont transformés par leur réappropriation. Les manifestations n'ont plus respecté des règles inutiles, les rôles de "gentil-le étudiant-e ou lycéen-ne" n'ont plus eu de prise, la question de la "crédibilité du mouvement" s'est rendue à la réalité, les appels à "être responsable" ont perdu de leur signification. De plus, une solidarité s'est construite avec le personnel, avec les vacataires. Tous cela n'a que peu été posé, car l'intensité du vécu s'en passait. Aujourd'hui, nous pourrions structurer des affinités et organiser nos pratiques communes.

Le but ne doit pas être de rentrer dans une catégorie pour s'y réfugier, mais de continuer à rendre habitable ce monde à notre façon.

Pour cela nous vous proposons de se retrouver le **jeudi 13 Avril à 15h30 environ** après l'AG de ville de 14h sur les quais .

Initiative Anti-Kapitaliste Anti-autoritaire [iakaa\(arobase\)no-log.org](http://iakaa(arobase)no-log.org)

Publié le 12 avril 2006 sur rebellyon.info

V. AILLEURS, AVANT, A PRESENT

Hard blocking

- Le mouvement actuel n'est pas un mouvement revendicatif .

Comme celui de novembre, il ne revendique rien, au sens strict, ne propose rien non plus, mais il exprime un refus de la situation qui trouve son point d'ancrage dans projet de loi sur « l'égalité des chances » et particulièrement le cpe. Cette absence de revendication s'exprime de plusieurs manières :

- o par un refus qui tend à englober toutes les formes de précarisation (le refus du cne est clairement énoncé) ;

- o par son symbole « Rêve général » qui englobe l'idée de « Grève générale » tout en la détournant ;

- o par le slogan « Ni cpe ni cdi » ou des pancartes comme « Contrat Premier Esclavage » qui reflètent l'influence puis les liaisons avec des associations de chômeurs et avec des courants critiques du travail. Au fur et à mesure que le mouvement s'approfondit, ces liaisons sont de plus en plus recherchées.

C'est aussi cette absence de revendication qui le pousse à ne rien négocier. Le mouvement s'en tient à son point d'ancrage original et à partir de là, il cherche à produire un rapport de force. C'est là son aspect radical et non pas une quelconque position politique qui viendrait se greffer après coup. Il n'est pas obsédé par l'idée de tenir compte de l'opinion publique car c'est le rapport de force qu'il construit, qui justement, produit l'empathie nécessaire à sa popularisation sans qu'il ait besoin de se prostituer auprès des médias [1]. Il ne faut pas oublier qu'à l'origine les premiers sondages étaient favorables au cpe ainsi que l'ensemble de la presse hormis L'Humanité. Depuis, on peut dire que le mouvement a réussi à amener les médias et particulièrement la presse écrite sur son terrain en lui faisant appréhender les événements sur les bases voulues par le mouvement. La tendance dans les sondages s'est alors inversée.

- Le mouvement révèle l'intensité de la crise de la reproduction du capital.

Le discours autour de la création d'emplois n'est que l'antidote publicitaire à la crise de la valeur-travail. L'exploitation de la force de travail n'est plus l'opérateur central de la valorisation. Il ne s'agit pas de la fin du travail mais de son inessentialisation (domination du « travail mort » c'est-à-dire des technologies sur le « travail vivant ») et de son indifférenciation (la mise en avant de la notion vide de compétence tente de suppléer la fin des métiers et la reconnaissance de la professionnalité, comme disent les italiens).

Cette crise passe, pour la première fois, par un traitement spécial imposé à la jeunesse, un traitement qui dépasse les politiques traditionnelles de domination d'une classe par une autre. En effet, si le cne a peu de chance de toucher les personnes très qualifiées et diplômées parce qu'il cible les sans emploi ; le cpe ne vise qu'une catégorie d'âge, mais il implique toute cette catégorie. Désormais, le diplôme ne constitue plus un marquage suffisant. C'est pour cela qu'aujourd'hui, confusément, tous les jeunes se sentent concernés alors que beaucoup ne devraient pas l'être. Il y a là comme une surenchère politicienne d'une partie du personnel de l'État qui cherche à revaloriser sa fonction dans le commandement capitaliste. Le medef n'était d'ailleurs pas demandeur.

Dans la crise du travail, les jeunes (précaires) et les vieux (pré-retraités ou dispensés de recherche d'emplois) servent de variables d'ajustement sur le marché. Cette tendance à l'irreproductibilité de la force de travail, se manifeste encore bien plus chez ceux pour qui le cpe n'est même pas envisageable car ils sont en deçà du seuil d'employabilité. Cela s'est vérifié dans les « zones franches », en banlieues, où la plupart des entreprises ne se sont même pas préoccupées de

recruter leur main d'œuvre sur place [2]. C'est aussi pour cela que l'unité ne peut se faire sur la base d'une revendication du type : « Un cdi pour tous ». Le mouvement ne la formule d'ailleurs pas. On retrouve ici la volonté de ne pas opposer au retrait une revendication précise.

- La jonction immédiate avec les salariés n'est pas la jonction organique qui s'impose naturellement au mouvement.

Le décalage entre ce mouvement qui s'efforce d'unir étudiants et salariés et celui de novembre 2005 tient dans le fait que les conditions d'accès au marché du travail étant de plus en plus difficiles, les inégalités et les discriminations reproduisent les séparations de classes, mais elles le font en dehors de l'antagonisme prolétariat/bourgeoisie. Ce phénomène est notamment perceptible à travers les réalités suivantes :

- o la masse des étudiants et lycéens, n'est plus repérable dans les termes traditionnels de la classe sociale (enfants de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie [3] par opposition aux enfants des couches populaires) ; beaucoup travaillent d'abord pour vivre et non pas pour l'argent de poche ;

- o les bandes de jeunes radicalisées n'expriment aucune identité de classe et leur action réduit le capital à son État, à quelques institutions et aux marchandises. Leur critique du travail, implicite mais pourtant radicale, les amène à se situer sur le terrain de l'appropriation directe (y compris au sein des manifestations) et non pas celui de la réappropriation par les producteurs. Il y a rupture avec ce qui a été à la base du programme prolétarien et que des groupes politiques (lcr) ou syndicaux (cnt) reprennent aujourd'hui sous la forme d'une morale du consommateur : « Rien est à eux, tout est à nous. Tout ce qu'ils ont, ils l'ont volé » ;

- o le rôle très effacé des élèves de lep, pourtant à la pointe des luttes en 86 et 94 porte la marque d'une radicalisation de la crise de reproduction avec d'un côté les élèves des lep « poubelles » qui participèrent activement aux événements de novembre, mais pas à ceux de ce printemps et de l'autre, dans les lep sélectifs, la montée d'une idéologie du petit entrepreneur qui a fait le succès de l'Italie de Berlusconi et de Benetton dans les années 90. [4]

En faisant de sa liaison avec les salariés un axe prioritaire, le mouvement actuel rejoue, risque de se mettre à la remorque d'un mouvement de salariés moins développé, dont la partie émergente est particulièrement bureaucratisée, alors que ce mouvement est grandement redevable à la révolte des banlieues dans l'ébranlement du système. Certains étudiants et lycéens en sont conscients quand ils en appellent à la lutte à la base dans les entreprises, cherchent le contact avec les jeunes travailleurs mais n'en oublient pas pour autant les chômeurs, les sans papiers et les jeunes condamnés en novembre.

Il faut évidemment poursuivre la popularisation et accroître les contacts avec les salariés combatifs, mais sans se mettre à la remorque d'une classe ouvrière qui n'est plus aujourd'hui qu'une référence symbolique aux luttes du passé. Une classe qui n'a plus d'existence subjective autre que ses différentes représentations syndicales qui ont laissé passer le cne et approuvé l'état d'urgence. Une classe qui ne peut jouer aucun rôle d'avant-garde dans la mobilisation présente et surtout, qui ne peut plus affirmer un programme propre susceptible d'engendrer l'unité autour d'elle. Les risques de ce rattachement se situent à deux niveaux. Il y a tout d'abord le risque d'orienter le mouvement vers la revendication en noyant le retrait du cpe au sein d'un nouveau « Grenelle social » sur la précarité des jeunes. Il y a le risque, ensuite, de perdre toute spontanéité, de rendre les actions prévisibles et inoffensives dans le cadre de manifs bien huilées et encadrées. [5]

Cette unité, si elle doit se réaliser ne se fera que dans les luttes et les rencontres qui s'en suivent. Elle ne se fera pas sur une communauté d'intérêts qui, dans l'immédiat, sont divergents : les

salariés du public défendent les statuts et le service public ; les intermittents un système de flexisécurité à leur avantage ; les chômeurs un droit au revenu indépendant du travail ; les jeunes « violents » un droit au respect et l'accès direct à la « thune », etc. L'unité à rechercher devrait plutôt se réaliser sur une communauté des causes.

Les moyens d'actions de la révolte ou des refus sont aujourd'hui extrêmement variés (blocage des facs et des lycées, occupations ou même destruction d'agences anpe, blocage de manifestations culturelles ou sportives, interventions sur des plateaux de télévision ; résistances à la police ou attaques contre celle-ci, destructions de biens ou de lieux symboliques, mises à sac de permanence de partis politiques, grèves), mais ce qui compte ce n'est pas que chacun agisse dans son coin, à partir de ses propres déterminations, mais qu'il y ait des échanges, des passerelles qui permettent aux individus en lutte de quitter une partie de leurs oripeaux d'origine, qu'ils en soient transformés en même temps qu'ils transforment les conditions présentes.

- L'auto-organisation et le vol d'étourneaux.

Si la pratique de l'assemblée générale et de la démocratie directe persiste, ce mode d'action n'est plus considéré que comme une base commune relative et non comme un principe absolu. Il est remarquable que la référence à « l'autogestion » ait quasiment disparu du langage du mouvement alors que l'auto-organisation des débats et des interventions reste le modèle dominant. Ce dépassement de l'idéologie autogestionnaire et de ses oripeaux usinistes rend conscient au plus grand nombre qu'un nouveau cycle de luttes s'est ouvert ; celui qui doit affronter le despotisme de la valeur dans toutes les activités humaines. L'auto-organisation apparaît comme l'horizon dépassable du mouvement et non plus comme un critère de son accomplissement. La prise en charge collective de la vie quotidienne dans les bâtiments universitaires occupés ne fait plus l'objet de débats interminables sur la possible répétition des normes du système dominant. Le respect de l'autonomie de chacun dans ses initiatives et ses dires ne trouve ses limites que dans la reconnaissance qu'il manifeste pour le devenir du mouvement. Si l'échange d'idées et les propositions stratégiques sont souvent développées en commission elles n'enferment pas les actions dans un carcan. Les déplacements urbains [6] en forme de vol d'étourneaux, se divisant pour se protéger puis se regroupant pour immobiliser ou pour frapper conjuguent l'efficacité du collectif et la créativité de l'individuel.

- C'est la question générale de la domination et du pouvoir qui est posée... à chaud.

Le mouvement ne la pose pas en terme de prise de pouvoir, ni même dans les termes clairement anti-capitalistes propres aux « avant-garde » de jadis, mais en termes de dévoilement de l'oppression par une puissance en mouvement. L'injonction de la coordination nationale d'une « démission du gouvernement », ne propose aucune alternative politicienne alors qu'on peut dire que le mouvement développe une action éminemment politique de par sa critique en acte de l'idéologie de l'économie. Le mouvement n'a donc pas besoin d'être politisé de l'extérieur par des groupes qui croient toujours donner un contenu à des formes alors qu'ils ne font qu'affirmer, à travers leurs slogans décalés, leur propre impuissance à percevoir les contenus nouveaux qui émergent de ce mouvement.

De par son extériorité objective à la production le mouvement ne peut s'attaquer directement qu'aux institutions de la reproduction et aux réseaux de circulation de la valeur, aux flux. Flux d'informations, flux de marchandises, flux d'individus, flux de pouvoirs, flux d'images, etc. Cette limite est réelle, mais elle est moins gênante à une époque où c'est justement la reproduction qui est centrale et non plus la production. Par contre, l'avantage c'est que le mouvement est en adéquation avec le terrain sur lequel il agit. Il n'a pas à se poser la question de sa plus ou moins grande dépendance à un éventuel mouvement de salarié nécessaire pour bloquer la production. A

priori tout le monde peut participer à un blocage immédiat des flux. [7]

Notes :

[1] La coordination nationale refuse leur présence. Sur les façades de certains amphithéâtres où se tiennent les ag on peut lire « Médias, casse-toi ».

[2] Une analyse cartographique des mobilisations montrerait sans doute qu'elle est la plus forte dans les zones où le rapport entre densité de population et nombre d'emplois est le plus défavorable (Nord-Ouest et Ouest de la France, Sud ; villes en voie de désindustrialisation) et dans les zones où l'idéologie du travail est la moins prégnante (Sud encore puisque paraît-il « la misère est plus supportable au soleil »...).

[3] Il n'est pas rare d'entendre les anti-blocage qualifier les partisans actifs du mouvement, de « petits bourgeois » qui parlent de révolution mais ignorent tout des lois universelles de l'économie et de la réalité d'une misère des banlieues à laquelle le cpe viendrait répondre. Ceux qui ont toujours nié l'existence de luttes de classes s'amuse ici à en fabriquer une...pour leur propre cause et profit !

[4] Malgré les efforts en direction de la « génération Tapie » dans les années 80, cette tentation ne commence qu'à décoller en France dans les milieux populaires et se combine à celle des milieux un peu plus aisés où on rêve de réussir en Angleterre, ce pays de cocagne où on pourrait travailler pour s'enrichir et non simplement pour survivre !

[5] Les différents services d'ordre qui, depuis le 28 mars, se partagent le travail avec la police officielle ne cherchent pas à éviter les cassages de gueule intempestifs et barbares puisqu'on a même vu, que, pour la police au moins, les ordres sont parfois de ne pas intervenir comme cela avait déjà été le cas à Paris en 2005. Derrière le but avoué d'éviter tout débordement (le terme est déjà parlant en lui-même), il y a la volonté syndicale ou organisationnelle d'en rester à une démonstration de force sans se fixer des objectifs précis (les parcours officiels sont d'ailleurs calculés pour ne jamais rencontrer de tels objectifs potentiels) dans les limites fixées par les règles du jeu syndical et politique. Il ne s'agit surtout pas de faire mal, mais simplement de faire signe !

[6] La « tournée » du 6 avril dernier dans Paris, évitant Montparnasse pour occuper la gare du Nord, puis, déjouant les crs, pour bloquer le périphérique, a porté cette pratique du vol d'étrourneaux à un point d'incandescence élevé.

[7] Ce que les étudiants rennais en lutte viennent de réaliser efficacement au centre de tri, le samedi matin 8 avril avec l'aide de postiers sur place, démontrant par là aussi le sens actuel de l'action des étudiants vers les travailleurs.

Publié le 16 avril 2006, sur le site de Temps Critiques

De la grève étudiante à la grève humaine

Retour sur le mouvement étudiant à rennes deux, hiver 03

PREMIERE PARTIE : LE POINT OU NOUS EN SOMMES

L'écriture d'un texte de critique du mouvement étudiant de novembre-décembre, pour nous qui ne réalisons pas de mémoire ou de thèse de sociologie pour le compte d'une institution, qui n'avons pas l'ambition de faire avancer la recherche au service d'une abstraction telle que le progrès ou le bien de l'humanité, pourrait constituer le prototype de l'activité laborieuse non-salariée. Il y aurait de la cohérence à prendre ses distances avec l'objet de son étude, à considérer froidement l'apparition des phénomènes, leur concentration temporelle formant le contenu de l' " événement " nommé mouvement étudiant, les étapes de sa dissolution, l'élaboration d'un discours collectif. On y retrouverait alors parfaitement ce qu'on cherche, à savoir un mouvement social, un mouvement étudiant, essentiellement semblable à ceux qui l'ont précédé, très comparable aux mouvements non étudiants qui l'entourent, annonciateur des mouvements sociaux à venir. Qu'on éprouve ou non de la sympathie pour les luttes étudiantes, on n'échappe pas, malgré ses distances, à l'empathie pour le labeur qui s'est donné à voir dans ce mouvement, qui l'a effectivement dominé. Mais ce fut au prix d'une lutte qui n'a pas laissé indemnes les bâtisseurs de mouvements sociaux, tant il apparaît qu'à la suite de cette grève, et pour les années à venir, les rivalités entre bâtisseurs ne pourront plus masquer l'évidence d'un conflit entre bâtisseurs et démolisseurs du mouvement social classique, cyclique et reproductible. Un tel conflit se retourne aisément entre bâtisseurs d'un mode de subjectivation collective qui cherche à accroître sa puissance par le plaisir partagé, et démolisseurs de toute joie autre que réduite à un appendice du travail. Finalement, il s'agira d'une lutte irréconciliable entre joueurs et travailleurs.

Ainsi, nous n'éprouvons pas plus de sympathie que d'empathie à l'égard de ce qui dans ce mouvement s'est donné pour l'essentiel, à savoir la production d'un discours syndical et parasyndical de refus des " dérives libérales " du gouvernement, la reproduction de modes d'organisation, d'action et de communication des mouvements sociaux les plus conformes à leur essentielle impuissance contemporaine. Tout cela, nous en avons éprouvé le poids mort, paralysant, traverser les corps et les esprits réveillés par la grève, pour en arrêter le jeu, pour les mettre au travail. Dès les premiers jours, l'affreux scénario, prévisible et prévu, se mettant en scène, nous avons pris le parti de le combattre avec colère. C'est cette colère, qui sans se satisfaire d'aucun exutoire littéraire, veut parler ici de ses joies, ses échecs, ses amis et ennemis, ses déceptions et ses perspectives d'éclater, d'en finir avec la demi-mesure.

Victoires de la démocratie

Nous partons d'une société profondément abîmée qui se voudrait la société, d'une organisation des rapports humains qui en aurait fini avec le conflit, comme si les conflits qui avaient présidé à sa formation s'étaient résolus dans une totalité consensuelle, où n'existeraient pas de désaccords assez profonds pour justifier un affrontement. Pourtant, dénier ainsi l'existence du conflit constitue la stratégie moderne du parti qui travaille au maintien des conditions existantes. Ce parti est le parti de la *démocratie*. La démocratie moderne est un système de gouvernement des corps et des sensibilités, qui travaille à médiatiser les flux qui traversent les corps, à former et contrôler les sensibilités, avec l'espoir qu'enfin toute socialité se rapporte à elle, parle sa langue, donne à

l'abstraction de son rêve de contrôle absolu la richesse de la totalité sensible. Le rêve de la démocratie, c'est de constituer pour les rapports humains ce que constitue l'argent entre les biens et services : l'abstraction qui leur donne de la valeur, témoigne de leur réalité. Comme pour le capitalisme le travail doit créer de la valeur, et que la valeur d'usage des biens produits n'est que le support de la valeur d'échange des marchandises, pour la démocratie qui constitue sa théorie et sa pratique moderne en tant que régime politique, les rapports humains doivent créer de la positivité sans négativité, c'est à dire être disposés en permanence, sans résistances, à l'intégration et au renforcement de l'intégration aux normes comportementales. Ainsi, en démocratie, peu importe ce qui est vécu et partagé par plusieurs individus, car il ne s'agit pour elle que du support des rapports normés entre parents et enfants, mari et femme, travailleur et patron, vendeur et consommateur... Rien d'étonnant à ce que l'Etat traque avec une détermination toujours plus grande la moindre forme de ce qu'elle appelle déviance : un acte, un comportement identifié comme déviant devient par là même, négativement, un moment de sa rationalité. L'acte, le comportement autonome, qui n'en réfère pas à la norme, devient criminel. Par là, tout ce qui se dégage de ces normes, et qui révèle au moins indirectement un désaccord avec l'ordre des choses, est vidé de tout enjeu politique, réduit à une aberration à traiter. En niant partout l'existence du conflit, en détruisant ce qui faisait les solidarités pratiques indispensables à la constitution d'une force (la classe ouvrière), la démocratie a produit ce champ informe de la criminalité, de la déviance, de l'incivilité qui ressemble à tout sauf à un ennemi organisé, un sujet historique capable de lui faire face et de la renverser. Cependant, en pénétrant toujours plus profondément les groupes humains, brisés en agglomérats fragiles d'individus, l'abstraction démocratique tend à l'élimination de la valeur d'usage dans les rapports humains : le travail exigé de chacun sur lui-même pour conformer son existence aux normes, la peur de déchoir, la rancœur et l'envie devant les images du bonheur, du succès et de la richesse, la compétition à tous les niveaux, font de la survie des civilisés une guerre permanente et larvée de l'individu avec lui-même, dans un milieu où les rapports entretenus avec ses semblables sont essentiellement des rapports d'*hostilité*.

l'individu et les communautés effondrées

De fait, la question sociale moderne tient tout entière dans le conflit entre ceux qui cherchent à maintenir ces rapports d'hostilité et ceux qui cherchent à les détruire. Il ne suffit pas d'en avoir conscience pour s'en dégager. Car la question sociale est aussi la seule question politique fondamentale : comment retrouver la communauté, quand les anciennes communautés fondées sur la contrainte, perçues par l'individu avant tout comme des limites, des atteintes à sa liberté individuelle, et par là fuies et détestées, telle la famille, l'école, l'usine, l'armée d'il y a trente ans, se sont effondrées ? Ces communautés ont subi de profondes transformations : le modèle de la famille nucléaire s'est généralisé, les familles se sont recomposées sur la banalisation du divorce, les enseignants ont troqué la trique pour la pédagogie, la force de travail requiert la subjectivité, la créativité et l'esprit d'initiative de l'employé, les engagés sont volontaires par peur du chômage et goût du fonctionnariat. Mais en se transformant, les communautés se sont effondrées en tant que communautés : elles ne s'affirment plus comme imposition faite à l'individu de se plier à ses lois, de se soumettre ou de les combattre.

On s'accommode du travail sans l'aimer, parce qu'il rapporte de l'argent, et qu'occupant une grande partie du temps, il donne le sentiment d'une utilité sociale. Même si l'on exerce une activité salariée nuisible, on n'en reste pas moins utile " aux siens ", ceux qu'on fait survivre en travaillant. On s'accommode de la famille, plus souple et plus sensible à la circulation d'affects

que la rigide famille patriarcale, car on y trouve le “ supplément d’âme ”, la continuité et un confort relatif qui adoucit les blessures liées à la disponibilité exigée du travailleur, qui doit pouvoir se reconvertir, travailler son employabilité, prendre des initiatives, etc. De tout ceci, il résulte que la démocratie biopolitique n’est pas seulement un régime politique, ni seulement une opération guerrière contre ceux dont les comportements sont “ déviants ”, mais aussi un art fait par tous, l’art de s’accommoder des communautés effondrées, et ainsi de les maintenir en vie, elles qui maintiennent en vie l’ordre des choses. L’art de vivre dont parlent les publicitaires est une science des transactions existentielles. La vie de chacun devient vraiment une oeuvre d’art : plus la peine d’incriminer “ la société ”, si le tableau est raté, l’artiste est un raté. Ceux qui ne parviennent pas à s’accommoder avec leur travail, avec leur famille, avec leurs amis (l’amitié la plus répandue aujourd’hui n’est pas très différente du lien familial), n’ont d’autre choix que de se tourmenter, assoiffés d’un bonheur, d’un confort, d’une sécurité qu’ils croient voir chez les autres, lesquels en jouissent avec la parcimonie de ceux qui savent pouvoir vite tout perdre. L’art de vivre en démocratie biopolitique implique la mise en perspective des manières d’agir, d’être présent à l’autre, à la situation, avec l’éducation à une stratégie d’évitement des conflits. Les communautés fondées sur la contrainte des corps se sont effondrées justement parce qu’elles entravaient l’idéal de bonheur démocratique : elles fourmillaient de conflits, en elles et souvent contre elles. Le monopole de la médiation acquis par la démocratie dans les rapports que l’individu entretient au monde signifie que l’individu est privé de défenses face à un monde qui s’unifie dans son étrangeté à lui : tout ce qui n’est pas moi est autre. Une stratégie individuelle d’évitement des conflits, c’est la disposition à garantir soi-même son équilibre moral et psychologique en évitant ce qui pourrait blesser, la rencontre, l’inconnu, la dis- corde. L’individu, faible et abandonné à lui-même, se carapace de tous côtés, et son bonheur devient un bonheur carapacé, une carapace de bonheur, qui se promène parmi le monde dans l’hostilité à ses semblables, menaces potentielles à sa sécurité.

L’espace public, celui qui n’appartient à personne, si ce n’est au contrôle biopolitique, témoigne avec éloquence de ces rapports d’individu à individu dans un milieu d’hostilité. L’université est particulièrement représentative de ces communautés profondément effondrées où se croisent sans se rencontrer étudiants, enseignants, chercheurs, personnels de service et administratifs qui entretiennent un rapport fonctionnel (suivre un cursus, gagner de l’argent, se procurer les matériaux d’un travail) à une communauté sans lui appartenir. C’est dans ce contexte qu’il convient de penser un mouvement universitaire, dans la double perspective qu’il permet la rencontre, le dialogue entre des milliers d’individus éduqués à la méfiance, à l’autisme et à la peur, et où il postule l’existence d’une communauté sensible qui n’existe plus. Il n’est pas nécessaire de chercher beaucoup plus loin la réponse à ce qui a tant angoissé ceux qui se nommaient eux-mêmes les “ militants de la grève ”, syndiqués ou non : comment les deux tiers des étudiants ont-ils pu ignorer ce qui se passait à Villejean ? Par quel mystère quatre-vingt dix pour cent de ceux qui y ont participé ne l’ont fait qu’à travers le spectacle des assemblées générales et des manifs ? Tout simplement parce que cette grève fut une grève de militants et d’apprentis militants, une grève d’esprits politisés. Il s’agissait de transcender la mort de la communauté universitaire, et corrélativement de l’identité d’étudiant, par la constitution immédiate d’une communauté d’individus mobilisés *en tant qu’étudiants, parce qu’étudiants*, qui singe la communauté universitaire défunte. Le fait que la démocratie biopolitique cherche à s’imposer comme médiation universelle dans les rapports humains participe du mouvement de restructuration capitaliste qui vise à détruire les frontières entre ce qui est du temps de travail et du temps de loisir, entre le travailleur, le consommateur et le citoyen. Les dimensions politiques,

économiques et culturelles de l'existence tendent à l'indistinction. Le travail rejoint la vie quotidienne, la vie est quotidiennement mise au travail. Cette indistinction croissante rejoint l'art de l'accommodement : c'est toujours soi qui va d'activité salariée à non salariée, de moment de tension à moment de délasserement. De fait, il n'y a plus un étudiant, un travailleur, mais un moi qui étudie, travaille, aime, chôme, élève des enfants, consomme, déprime, vote, boit de l'alcool... Il ne s'agit pas d'une subtilité de philosophe : les identités sociales qui déterminaient l'identité individuelle en rapport à une communauté sont devenus des attributs divers d'une identité qui ne se laisse réduire à aucune forme de collaboration avec une communauté.

mouvement social, mouvement étudiant, mouvement citoyen

Ainsi les mouvements sociaux actuels se réfèrent presque toujours à un passé qui ne reviendra plus, reproduisent indéfiniment des archaïsmes qui les vouent à l'échec : on lutte en tant qu'étudiant quand ceux qu'on aimerait voir lutter à nos côtés ne se perçoivent plus comme, et ne sont réellement plus, des étudiants. Les militants de la grève étudiante ne sont d'ailleurs eux non plus pas des étudiants ; mais luttant en tant qu'étudiants, ils affirment leur fidélité à un moment de l'histoire où lutter au nom d'une identité socio- professionnelle, pour la défense des intérêts de la corporation (une communauté contrainte) à laquelle on appartenait participait d'un conflit qui était perçu par une grande partie de la population comme un conflit irréconciliable : la lutte des classes. Ainsi la défense des intérêts catégoriels pouvait, en tant qu'elle se dépassait dans la défense des intérêts de la classe ouvrière dans les moments de grève générale, constituer un moment du processus révolutionnaire. Aujourd'hui, la défense des intérêts catégoriels, non seulement interdit son propre dépassement, en revalorisant abstraitement une identité particulière qui n'existe plus (quand le dépassement impliquait justement le dépassement des identités socio- professionnelles particulières) mais récupère, canalise et trahit les raisons obscures qui fondent notre mécontentement. Les luttes et mouvements sociaux sont aujourd'hui, pour la plupart, des spectacles plus ou moins bien réussis de ce que fut la lutte de classe.

On se demandera aussi pourquoi la gauche de la gauche, citoyenniste et altermondialiste, est si visible dans les mouvements sociaux, particulièrement les plus aisément récupérables comme les mouvements étudiants : c'est qu'en se référant à des identités qui n'existent plus, on se réfère aussi à ce qui transcenderait ces simulacres d'identités tout en les conservant, je veux parler de la citoyenneté. Le mouvement citoyen entretient une fidélité à la lutte de classe en tant qu'elle était défense des intérêts des travailleurs, en faisant oublier qu'elle était aussi promesse de révolution. Sur le terme de " citoyen ", rappelons que tout sujet politique d'une démocratie ou d'une république en est citoyen par définition ; un mouvement citoyen serait un mouvement de citoyens plus citoyens que les autres, qui pensent être particulièrement utiles au bien public. Le bien public est une invention de démocrates pour conjurer la guerre civile. Mais les démocrates de gauche disent combattre le néolibéralisme. Comment ? A la destruction du lien déjà fort lâche entre les catégories d'exploités, destruction opérée par les restructurations capitalistes en réponse aux attaques portées par les exploités eux-mêmes (dans les années 60/70) contre les communautés rigides et fortement hiérarchisées de la société- usine, le mouvement citoyen oppose la collaboration entre les institutions qui se sont détachées des catégories effondrées qu'elles prétendent représenter (syndicats, partis de gauche et associations). Finalement, la collaboration entre ceux dont le travail, la spécialisation dans le cadre de la division du travail, est la défense d'intérêts catégoriels et la production- reproduction du mythe de la gauche. La défense des intérêts catégoriels des institutions de gauche consiste à garantir leur pérennité, c'est à dire à empêcher les

révolutions. Le mythe de la gauche a toujours eu, et aura toujours pour fonction de transformer un refus, une révolte, en un art de s'accommoder du report perpétuel des lendemains qui chantent, les "conditions objectives" n'étant jamais réunies. Croire en la gauche permet en cela de conjurer l'insatisfaction primordiale par des petites satisfactions symboliques, fabriquées à peu de frais (du type amendement Michelin), qu'on s'emploie à célébrer comme des victoires, qui permettent de célébrer la disposition de l'ordre des choses à être "amélioré" (comme si on pouvait améliorer une guerre) et par là célébrer ce monde lui-même. La gauche est là pour nous permettre de nous raccommode avec la démocratie biopolitique.

Il s'agissait de préciser ce qu'est programmé à être un mouvement étudiant dans l'époque où nous vivons : un mouvement social de défense d'intérêts catégoriels, un mouvement citoyen, une page ajoutée au récit mythique de la gauche. Cependant, comme il a été indiqué au début, le mouvement auquel nous avons participé, en même temps qu'il illustre ces analyses, n'a pu échapper au conflit entre les raisons qui l'ont fait advenir et leur occultation qui impliquait la fabrication d'un mouvement social classique. Car la grève étudiante, en durant plus d'un mois, n'a pas plus essuyé une défaite qu'obtenu une victoire : inutile de gloser sur le "recul" du ministre, de savoir si oui ou non c'est "déjà bien" qu'il ait ajourné son projet d'autonomie des universités qui doit de toute façon être appliqué en Europe, car il n'y a pas de commune mesure entre la démocratie biopolitique et son refus, à l'heure actuelle où une surenchère de mesures, lois, décrets, composent ouvertement depuis quelques faits divers ("11 septembre", "21 avril") une offensive systématique de prévention à l'encontre des possibilités même d'un mouvement social classique qui serait quand même gênant pour le pouvoir (en démantelant le secteur étatique et ses bastions syndicaux) et une guerre contre l'ennemi invouable (la batterie de mesures sécuritaires, traitement de choc contre les pathologies de la déviance, de la criminalité, de l'incivilité), tandis que le "scandale" des plans sociaux, devenu quotidien, ne laisse même plus le temps à la bonne conscience de gauche de se scandaliser.

La défaite de la grève étudiante, c'est la réussite de l'opération qui consiste à faire travailler au service du mythe éventé de la gauche la joie d'interrompre le cours quotidien des rapports d'hostilité. Sa victoire, c'est d'abord d'avoir été l'espace-temps d'un affrontement sur le sens et l'enjeu d'un mouvement, quand tout ceci aurait dû tomber *sous le sens*. Mais c'est aussi d'avoir constitué pour cet affrontement une caisse de résonance suffisamment consistante pour que les échos parviennent avec force jusqu'à nous, au point de rendre ridicule l'idée même d'une reprise à l'identique de la grève étudiante, au point de laisser imaginer les linéaments d'une subversion qui prendrait pour cible les rapports d'hostilité eux-mêmes, entraînant la dissolution de l'université comme médiatrice des rapports entre ceux qui sont présents à la situation, disposés à la rencontre.

DEUXIEME PARTIE : COMMENT LA JOIE EST MISE AU TRAVAIL

On a raison de faire remarquer ce qu'il y a de profondément décalé par rapport aux exigences de l'époque, malade justement de son obsession d'éviter toute manifestation du conflit, dans la nécessité, pour que s'impose au bruit des fonctionnements institutionnels, le silence de l'interruption et l'irruption du débat, de présenter des prétextes du type réformes LMD- autonomie des universités. Finalement, on ne rompra ni avec le champ universitaire ni avec la propagande : à nouveau, comme toujours, une parole portée par des spécialistes de la parole, de la communication, devra être intégrée telle quelle, avec respect. Les syndicalistes succéderont aux professeurs, les professeurs aux syndicalistes : mais on ne se doute pas au début que cette étrange

alternance sera mise en oeuvre avec tant de clarté que sa critique ouvre, pendant et après la grève étudiante, les perspectives de la grève humaine.

joie de l'interruption, désir d'adhésion, mémoire et oubli

Lors des premières assemblées, qui réunissent plusieurs centaines de personnes, on est tout à sa joie d'être ici et pas ailleurs, pas en cours, pas au travail, dans l'amphithéâtre disposé selon d'autres règles, dans la présence à tant d'autres corps inconnus comme autant de possibilités de rencontre. C'est la joie juvénile des commencements, où la parole, même confuse, même inconsistante, n'existe que dans la perspective de ce commencement : apparaissent d'autres contenus de discours appelés à un devenir, un partage, appelés à participer d'une reconfiguration des rapports entre ceux qui étaient bien forcés de s'ignorer. Tout à notre mouvement de croire, on accepte tels quels les objets de ce mouvement : finalement, peu important ces prétextes à l'enthousiasme. On ne se soucie pas d'en examiner la pertinence vis à vis de ce qui fonde notre désir de rupture dans l'ordre du quotidien : l'examiner serait corseter, entraver la naissance du plaisir. Ici réside le drame de nombre de mouvements sociaux : dans les circonstances, le milieu où ils naissent, leur manière de naître se dit déjà leur défaite. Parce que ce qui les fonde est une soif terrible d'adhésion à une parole, qui n'est pas fatalement adhésion à un discours politico-syndical, qui constitue aujourd'hui pour les luttes le prêt-à-parler, le prêt-à-adhérer disponible en magasin. Cette soif d'adhésion à une parole manifeste le désir de créer une langue nouvelle pour des rapports nouveaux : cette soif est elle-même pauvre en expérience, complètement dépourvue de mots pour se dire, réduite à de l'attente, de la disposition à croire. Elle est aussi bien éduquée que peu scrupuleuse : le long travail d'intégration de ce qui est dicible et de ce qui ne l'est pas, de ce qui est politique et de ce qui est de l'ordre de la vie privée, du raisonnable et de l'utopique, s'est effectué sur le mode de l'insatisfaction : d'un côté, des mots, de la pensée élaborée, qui dans une certaine mesure permettent l'adaptation aux rapports d'hostilité de la démocratie biopolitique ; de l'autre un manque, un creux, un vide de mots, de pensée, un champ libre et un no man's land : le désir d'interruption. Ainsi, la grève qui se dessine, comme toute grève sans préavis, à l'état naissant, n'est pas complètement réductible à de l'imitation de ce qui a échoué partout ailleurs : mouvement contre la réforme des retraites, contre le changement de statut des intermittents du spectacle, mouvements lycéens et universitaires de 1998, grève de la fonction publique en 1995.

La contradiction et le conflit se donnent donc à percevoir dans ces tentatives théâtralisées de fonder l'origine d'un refus collectif : le désir d'interruption est le dénominateur commun de présences *individuelles* (les mouvements sociaux jouent très mal l'exhortation à dépasser l'individu) saturées de mémoire des luttes passées et défaites, brisées par leur tendance dominante à souhaiter l'évènement tout en le conjurant. Il ne reste presque rien du mouvement des chômeurs (hiver 1997 / 1998), de ses réquisitions (ou pillages, comme on voudra) de supermarchés, de ses auto-invitations dans les grands restaurants, de ses occupations de lieux impromptus, de ses assemblées, telle celle de Jussieu, assemblée quotidienne pendant deux mois, où se cherchait dans les mots la critique moderne du travail, approfondissant la tendance à la fuite collective hors du salariat, à la recherche d'autres manières de satisfaire les besoins. Quant au mouvement de l'anti-CIP (le Smicjeunes de Balladur, qui prévoyait l'embauche des diplômés à bac plus 2 à 80% du SMIC) en mars 1994, mouvement qui durant un mois avait réuni dans la rue lycéens des centre-ville, étudiants aux cursus longs ou courts, aux diplômes professionnalisant ou non, jeunes

banlieusards, chômeurs, de nombreux travailleurs précaires ou menacés de licenciement, manifestations de rue qui se soldèrent notamment à Paris, Lyon et Nantes par des affrontements avec la police, des attaques de vitrines et des pillages, il n'est que l'écho lointain, exorcisé, d'une époque qu'on espère disparue. Notons que le mouvement des chômeurs avait au moins obtenu une prime de Noël, qui s'est institutionnalisée depuis, que le CIP avait été retiré : même si l'on considère ces faits par le petit bout de la lorgnette (car toutes les apparences de victoire hors d'un mouvement révolutionnaire sont sans lendemain, et ne disent essentiellement que le succès d'une normalisation), en termes de satisfaction immédiate de revendications-prétextes, ces mouvements, ayant manifesté intensément un conflit irréconciliable quant à la nature des rapports sociaux, ont été capables d'imprimer un mouvement de recul au pouvoir qui les combattait. Ce n'est pas le cas des mouvements cités plus haut, et ce n'est pas un hasard si le mouvement des chômeurs et le mouvement anti-CIP ont disparu de la mémoire collective à l'oeuvre dans l'élaboration des mouvements sociaux actuels, et que les autres, au contraire, fournissent aux luttes présentes un imaginaire, des formes organisationnelles et des moyens d'action, immédiatement disponibles et reproductibles.

Car la mémoire propre aux luttes du post-fordisme, et plus particulièrement à celles de la dernière décennie, n'est pas qualitativement différente de la mémoire individuelle de ce qui est présenté comme événement concernant la collectivité par l'information dominante (les grands médias) et l'éducation nationale. Depuis que l'information a fait des faits une matière première qui doit être transformable en marchandise sous le nom d' " actualité ", depuis qu'elle détermine ce qui a lieu et ce qui n'a pas eu lieu, depuis qu'elle a accru sa puissance au point de figurer elle-même directement parmi les acteurs de l' " événement " qu'elle commente et qu'elle peut entièrement fabriquer, la mémoire et l'oubli sont largement dépendants de l'intensité du matraquage médiatique et du jugement moral, explicite ou implicite qui manifeste le caractère essentiellement propagandiste de l'information.

violence du conflit et événement médiatique

Il est manifeste, à ce propos, que le mouvement social classique tel qu'il se reproduit depuis 1995, et son allié le plus proche, le mouvement citoyen, achèvent la séparation entreprise depuis les années 80 entre lutte et événement, ici entendu comme ce qui trouble le cours normal de la production- consommation- circulation des marchandises, comme ce qui manifeste la conflictualité historique. Reconnaissons-le : quand il y a conflictualité, il y a approfondissement des rencontres que l'interruption rend possible, désir de leur donner consistance et ainsi d'extirper la médiation qui maintient la séparation. Cette médiation cherche à se conserver sous les formes diverses du modérantisme syndical et politique, puis, le cas échéant, par la police. Quand la conflictualité est forte, elle a d'ailleurs toujours recours à la police. A ce sujet, notons que la question de savoir s'il est bien ou mal d'employer la violence est une fausse question : même les formes d'action non-violentes sont confrontées à la violence policière, pour peu qu'elles dérangent vraiment : il n'y a qu'à voir comment ceux qui étaient venus rencontrer et soutenir les " éco-citoyens " logés dans les arbres du parc Mistral à Grenoble ont été ramenés au réel, par la matraque. La violence est donc une caractéristique fondamentale des moments de conflictualité forte : elle n'est une question morale que pour ceux qui cherchent à exorciser la conflictualité : les instances dirigeantes de la démocratie biopolitique dont font partie les médias et la gauche. La question de la violence est une question tactique : en quoi, à certains moments, dans certaines circonstances, l'usage de la violence peut-il concourir à l'accroissement de notre puissance ? ; de

même, en quoi le déploiement nécessaire du mouvement par lequel nous nous approprions ce dont nous étions séparés par la médiation démocratique implique-t-il la confrontation ? Les instances dirigeantes sont divisées à ce sujet : pour les premiers, il n'y a de violence, donc de mal, que dans les actes violents de leurs subordonnés ; pour les seconds, la police, l'armée, et même les entreprises qui licencient peuvent aussi être violentes, du côté du mal. Pour les deux, la violence doit être éliminée : c'est la forme grossière que revêt leur rêve commun d'exorciser la conflictualité. Nous dirons pour notre part que la violence n'est jamais que le point de rencontre entre deux forces opposées, dont la coexistence est impossible. La violence traverse les antagonistes : il n'y a pas des violents et des non-violents, des victimes et des bourreaux, mais une situation où les forces et faiblesses rentrent en jeu pour faire, provisoirement ou finalement, des vainqueurs et des vaincus. Mais la violence est devenue un tabou : elle ne doit plus apparaître que fictive, imaginaire, dans les films et séries télévisées, ou encore mise à distance et sublimée pour le spectateur dans les guerres dites chirurgicales.

L'image télévisuelle des " violents " (black bloc, racailles de toutes les banlieues du monde, émeutiers albanais, algériens, indonésiens, argentins...) en action réduit toute conflictualité historique, dans laquelle l'affrontement violent n'est qu'un moment, à ce moment même, dont on change le sens selon les catégories de la démocratie biopolitique : un paroxysme de déviance et de criminalité. L'exposition d'une telle image n'est rien d'autre qu'une opération à l'intention des spectateurs : que vous refusiez ou non quelque chose, qu'il vous arrive ou non d'aller dans les manif, voilà ce qu'il faut craindre, voilà ce qu'il faut haïr, voilà ce qu'il faut empêcher. Il ne s'agit pas seulement d'empêcher les émeutes, mais tout ce qui les rappelle : un bruit de verre brisé, un vol, une engueulade un peu rude, un tag, et, plus généralement, toute mise en danger.

Ainsi la mémoire des mouvements sociaux est-elle filtrée, épurée : occultant la conflictualité, médias et gauche (syndicats, associations et partis) s'emploient à construire l'*évènement médiatique*, l'évènement qui se nie en tant qu'évènement. Idéalement, il ne devrait pas y avoir de grève sans préavis de grève, de manifestation non autorisée et dont le parcours ne soit par avance communiqué à la police, de brèche dans la direction du mouvement qui doit être confiée à des syndicalistes, de slogans, de revendications et généralement de comportements qui échappent à la biopolitique des assemblées générales. Le fléau agité en permanence est celui de la " criminalisation " : et quand on écrit qu'on refuse la criminalisation des mouvements sociaux, malgré les apparences, ce n'est pas au pouvoir, à la justice que l'on s'adresse : dans un Etat de droit, comme disent les citoyens, nul n'est sensé ignorer la loi. Un acte illégal est réprimé, rien de plus normal. On s'adresse bien plutôt à ceux qu'on sent derrière soi, imprévisibles, potentiellement déviants ; mais aussi, soucieux de la respectabilité de leur engagement : on veut conjurer la tendance à l'indistinction entre " crimes de droit commun " et illégalisme politique. Les bâtisseurs de mouvements sociaux et citoyens anticipent la déviance potentielle d'une grève, d'une manifestation quelconque, et s'emploient à ce que ce léger mouvement de rupture se conserve (et comme il ne s'accroît pas, s'annule) pendant un temps donné, sous la protection de la loi, ceci impliquant de protéger pour elle-même, contre elle-même la "masse" des grévistes de sa propre immaturité en flattant son goût pour la posture des justes.

joie et démocratie

Les mouvements étudiants ont au moins ce charme non négligeable de ne pas exiger de préavis : il suffit d'être quelques centaines dans un amphi, prêts à voter la grève pour que tout commence. Deux assemblées générales le 5 Novembre ouvrent donc la voie à la grève, au blocage des cours

et à l'occupation du hall B (bâtiment B), principal lieu de passage des étudiants, environné de cinq amphithéâtres, de sa cafétéria universitaire et de ses machines à café. La mise en place de “barricades” de tables, de bureaux et de chaises bloquant les accès aux autres bâtiments, aux salles de cours et amphis est sans doute possible l'un des moments les plus enivrants du mouvement : comment ne pas penser à Fourier admirant la dextérité et la rapidité d'exécution d'ouvriers construisant une barricade, bien supérieures à un ouvrage réalisé dans le cadre du salariat ? Les petits chefs ne sont pas encore là, fais donc comme tu l'entends, profite-en pour écrire sur les murs, retire la chaise sous le cul du professeur stupéfait. Les initiatives autonomes donnent à la coopération son contenu. Le lendemain, avec déjà moins de joie (plus de labeur) mais plus d'audace, la même imposition de l'interruption se produit à la fac d'éducation physique, avec une demi-douzaine de complices du cru et en l'absence des étudiants. Une grande absente : la démocratie. Sur ce point, les anti, ou alter- grève (qui comme les “alter- mondialistes” ont dû batailler pour ne pas apparaître comme des négateurs refusant de “proposer” aux “mouvements sociaux”, aux gouvernements, aux journalistes des “alternatives” de gestion, de conjuration du conflit, conflit qui se donne encore trop à sentir par le préfixe “anti”) ont raison : jamais la majorité des étudiants ne s'est prononcée pour la grève, le blocage. Ni contre, d'ailleurs. La majorité des individus suivant des cours à Villejan était absente lors de toutes les AG, même les plus massives (jusqu'à cinq mille participants) : ils laissaient donc le soin à d'autres de faire de la fac quoi bon leur semblerait. Les récriminations sur le caractère anti-démocratique ne disaient rien d'autre que le refus de l'interruption du cours normal des choses : où l'on voit bien à quel point démocratie et maintien de l'ordre sont devenus synonymes.

Les multiples altercations entre grévistes et anti-grévistes, entre sociaux-démocrates de l'UNEF, grévistes non affiliés et anarchistes de la CNT sur la question de la démocratie, n'ont cessé d'entretenir la confusion entre la démocratie comme forme de lutte, modèle d'organisation politique de la lutte (qui ne serait jamais complètement réalisée mais toujours en travail), et démocratie au sens commun de démocratie biopolitique, ensemble de dispositifs de conjuration du conflit. Aussi abrupt que cela puisse paraître, ce consensus sur la centralité de la question démocratique, cette lutte pour imposer la “démocratie véritable” indique dans sa pluralité le travail collectif de conjuration de l'événement. Ce qu'on a voulu empêcher, c'est l'affrontement entre des formes de vie qui cherchaient à accroître leur puissance au détriment des autres ; on a donc travaillé à atténuer ces différences, pour grand nombre irréductibles, en diffusant l'idée qu'on pouvait se mettre d'accord, trouver un terrain d'entente.

l'assemblée générale, haut lieu de la démocratie

L'assemblée générale, seule décisionnelle et ouverte à tous les étudiants, est la structure organisationnelle où se déploie un tel consensus. Les anti-grévistes n'ont pas longtemps pu dénier toute légitimité à l'assemblée générale. Ils ont vite reconnu que leurs réunions en petit comité, malgré les propositions “alternatives à la grève” qu'ils annonçaient toujours pour la prochaine AG, n'avaient pas d'autre but que d'arracher l'arrêt du blocage à l'assemblée générale “souveraine”, seule légitime. L'UNEF, par son nombre de militants, ses grands prêtres de gauche, sa capacité à fournir tous les rôles, du modéré médiatique qui flatte les anti-grève et les autorités universitaires au radical qui tempête contre patronat et gouvernement, de l'austère spécialiste des réformes au tribun, a toujours été, même occasionnellement sous-représentée, dans son élément. Elle a toujours manœuvré sur ce terrain connu, et, même en dehors des AG, elle a toujours agi et manœuvré en vue, en prévision des AG. Certains ont reproché à l'UNEF de placer

systématiquement ses militants à la présidence des AG, du comité de grève, des commissions, de se permettre d'accumuler les interventions pour noyer toute parole ennemie, de ne pas soumettre au vote de l'AG les propositions qui les dérangent. Tout cela est juste, et même évident pour qui a participé, même brièvement, au mouvement. Mais cela ne sert en rien de s'en scandaliser, d'en appeler à la démocratie directe. Toutes les assemblées constituaient des espaces et ouvraient des moments au conflit : l'UNEF faisait la guerre à ce qui dans la grève désirait au delà des revendications LMD-autonomie, au-delà du monde étudiant, au delà du mouvement social. Pour cela, il fallait nier que ce courant existe, et quand cela était impossible, en appeler à la "masse des gens" qui n'était pas prête, frileuse, sous-informée, mal "conscientisée" pour employer un des termes les plus significatifs de cette grève d'intellects sans corps. L'UNEF faisait la guerre à ce qui dans la grève étudiante était déjà de l'ordre de la grève humaine : non défendre l'université, mais la critiquer ; ne pas réclamer plus de droits pour l'étudiant, mais rejeter la séparation déjà fautive entre ceux qui étudieraient et ne travailleraient pas, et ceux qui travailleraient après avoir fini d'étudier, en brisant la séparation réelle entre les corps qui travaillent, qui se redouble dans la séparation spatiale des espaces connectés de la production (l'université, l'Etat, l'entreprise). Et il n'est donc pas étonnant que dans cette miniature de démocratie biopolitique qu'est une assemblée générale, la guerre menée par l'UNEF prenne la forme d'une dénégation du conflit, de constants appels à l'"unité du mouvement" et de la présentation comme un corps étranger à celui-ci ceux qui voudraient le "casser", tant ils s'identifiaient à ce mouvement en ce qu'il s'approchait de la moyenne de tous les autres, en ce qu'il illustrait leur propre puissance. Reprocher à l'UNEF de manipuler la démocratie directe des assemblées générales (dont les CNTistes n'ont jamais contesté la forme), c'était leur reprocher d'être ce qu'ils sont. Les assemblées générales sont faites pour être manipulées, et le resteront tant qu'elles rassembleront des individus séparés et non des tendances, des forces qui peuvent dialoguer, s'agréger, mais aussi se combattre, mais aussi agir en dehors de l'assemblée générale. En appeler à l'assemblée générale comme seule décisionnelle, à la démocratie directe comme principe transcendant, c'était renforcer l'UNEF, parce qu'elle tire sa force dans sa supériorité quantitative et qualitative pour ce qui est de la manipulation. Nul ne peut rivaliser avec elle sur ce terrain. C'est pourquoi il fallait déconstruire ces assemblées, faire éclater la souveraineté qui voulait régner là sans partage.

On a beaucoup ri et médité dans ce mouvement sur les assemblées générales. Ridicules, consternantes, pitoyables, des qualificatifs peu amènes ont servi à décrire ces grands-messes qui concentraient toutes les tensions et l'attention de ceux qui faisaient cette grève et qui s'achevaient toujours comme un ballon qui se dégonfle : c'était gros, massif, mais plein de vide. Au début, cela commençait par le rituel rappel des réformes, UNEF et SUD, puis, plus tard, UNEF toute seule venaient réciter le credo. Quel plaisir de voir ces gens si bien parler ! Les applaudissements étaient alors systématiques. On ne se répondait pas entre intervenants, on en rajoutait. La LMD, les crédits ECTS, l'autonomie des universités. Vous avez oublié les frais d'inscription ! Je peux faire la session de rattrapage ? Et la non-compensation des notes ? Moi aussi, je veux conscientiser la masse. Ainsi prenaient corps les serpents qui sifflent sur nos têtes, la catastrophe annoncée qui viendra bouleverser notre système si parfait, le monstre hideux du libéralisme sauvage. Mais il est encore temps camarades ! Cette grève rejettera le dragon dans son enfer. Ce qui compte, c'est de bien voir à quoi il ressemble, de le connaître à fond pour pouvoir le combattre, ce dragon. De temps à autre, un étudiant de droite, toujours le même, venait apporter la contradiction : ce dragon n'est pas aussi méchant que vous le dites, on ne sait pas encore, ne nous emballons pas. Mais l'étudiant de droite était tout seul, et endurant particulièrement bien les huées, il paraissait un peu idiot, décalé, à essayer de dire ce qui n'était pas faux : que les réformes avaient été initialisées par

la gauche au pouvoir et que l'UNEF (alors encore scindée entre UNEF et UNEF-ID) avait cherché à freiner la tentative de grève contre ce qui s'appelait alors le "Plan Attali" ; que le LMD était déjà appliqué dans certaines universités, que les réformes avaient été élaborées au niveau européen et que les professeurs y avaient été associés... Dans ces conditions, où le débat ne pouvait pas mener au-delà des réformes, sur ce qu'était déjà l'université et son étroite collaboration avec les entreprises dans la production immatérielle (qui ne se mesure pas par le temps de travail et implique un investissement important en savoirs) il ne pouvait que se perdre dans les méandres politiques d'une "autre LMD est possible" avec "maintien du cadrage national des diplômes", à l'époque où le diplôme n'ouvrait déjà plus à lui seul les portes de l'entreprise, quand les entrepreneurs font donner à leurs futurs employés des cours à l'université ou quand ces cours ont lieu à titre de formation directement pour le compte de l'entreprise.

Il ne pouvait plus alors s'agir que de psalmodier ces principes abstraits, égalité, solidarité, service public, éducation, culture, qui sont chez les militants de gauche les formules mythiques pour conjurer l'impuissance. Evidemment, ces grands concepts ne sont pas les fruits du hasard, ils font consensus, ils conjurent réellement le conflit, ils inondent les tracts, chants, slogans, déclarations à la presse : bien qu'invertébrés, ils travaillent pourtant à produire l'évidence sensible du partage d'idéaux et de valeurs indiscutés. Un autre élément, et de taille, fut déterminant dans la production du "tous ensemble" obligatoire, s'ajoutant à ces premiers dispositifs de neutralisation : il s'agit de la présence, de plus en plus massive, des anti-grévistes dans les AG. D'abord timides et empruntés devant les sarcasmes et les huées, ils devinrent omniprésents et ne connurent plus de limite quand, par esprit démocratique, furent proscrits sarcasmes et huées. Ils intervinrent presque toujours sur le mode du piétinement : peu leur importait le sujet abordé, réformes, blocage, rapport à l'administration, coordination nationale : ils venaient juste dire qu'ils en avaient marre, qu'ils se moquaient bien des réformes, qu'ils voulaient aller en cours. C'est mon choix. Leur adhésion forcenée au libéralisme existentiel opposait la trivialité, l'obscénité tranchante de l'individu dressé à la séparation (de l'individu qui habituellement fonctionne, et qui voit détraqué, avec l'institution, son propre fonctionnement) au ronflant humanisme de la pseudo-communauté gréviste. Tout l'enjeu des AG se réduisait alors à la reconduction ou non de la grève : faire bloc, montrer aux indécis que s'opposaient dans la question du blocage des cours le mauvais égoïsme et le gentil altruisme, répéter à l'envi qu'il était bien dommage d'avoir à faire grève, qu'on ne le faisait pas pour s'amuser mais par devoir, qu'on préférerait être en cours, mais... et les générations futures ? Dès lors qu'on s'adresse prioritairement à ceux qui réprouvent un peu des réformes mais aimeraient bien retourner en cours, bref à la majorité silencieuse, bref à ceux qui ne vivent pas la grève, dès lors que tout est suspendu à un vote final, l'assemblée générale, lieu où était sensé avoir lieu le débat, lieu où étaient sensées se prendre des décisions, n'a plus pour enjeu que la poursuite ou non de la grève : pourquoi, pour quoi et comment n'a plus d'importance.

« sensibiliser l'opinion publique »

Les assemblées générales étaient, comme les manifestations, des moments de mobilisation massive. Tel était le concept central de la rhétorique du mouvement. Ces moments révèlent pourtant en négatif la non-participation massive à ce qui a fait le minimum de substance du mouvement, le travail des commissions, du comité de grève, l'occupation du hall B, du rectorat et de la présidence, les "barricades", les multiples discussions sur le sens à donner au mouvement, formalisées par les ateliers de lutte et qui avaient également cours de manière informelle durant toute la grève. Ainsi quelques centaines d'individus seulement se sont-ils mobilisés : attentifs

d'abord à la masse qui leur restait extérieure, ils ont perdu de vue ce qui se passait entre eux. La masse extérieure, multiforme, "les étudiants", "l'opinion publique", il allait falloir la convaincre, la mettre de son côté, l'amadouer, et l'on n'allait pas reculer devant les compromissions. On n'allait pas se soucier d'avoir raison, mais d'être crédible, visible pour sensibiliser, amollir la rude indifférence, la rigide hostilité du monde extérieur. Il s'agissait d'élaborer une politique du consensus à tous les niveaux. D'abord vis à vis des médias : comme dans tout mouvement social classique, on oublie (à ce stade, on fait semblant d'oublier) que les médias sont toujours, a priori, hostiles à toute interruption délibérée, même minime et circonscrite, des flux de production et de circulation des marchandises. Ils sont les porte-parole zélés de ceux que toute interruption gêne, de ceux qui quotidiennement, fonctionnent normalement. Dans ces conditions, il ne sert à rien de vouloir séduire ces censeurs : il convient plutôt de les tenir en respect, à distance, en se servant occasionnellement d'eux mais toujours cyniquement, de manière stratégique. Ce problème, qui n'a jamais été abordé dans toute son ampleur dans le cours du mouvement, a donné lieu, vers la fin, à la très insuffisante exigence que soit demandée aux commissions et au comité de grève la permission de venir les filmer. Pour le reste, les caméras pouvaient pulluler et filmer ce que bon leur semblait, en commençant par le plus scandaleux pour eux, un tag, un peu de verre brisé, le bordel du petit matin après une nuit d'occupation... Quel plaisir de remarquer, alors qu'aux dernières nouvelles, le bâtiment B serait aux mains des grévistes, qu'un journaliste vous filme à votre insu ! Présents à la plupart des AG, les caméras, comme celles de vidéosurveillance, sont des incitations permanentes à l'autocensure, au contrôle de soi, au polissage de ses mots et de ses gestes. C'est une forme de police préventive. Comme les autres, sa présence vise, avant même de réprimer (ici de dénoncer, stigmatiser) ce qu'elle considère comme déviant, à prévenir le conflit, à atténuer les différences. Si le conflit se manifeste quand même, il se théâtralise, se déréalisera en présence de cette machine à produire de la fiction qu'est un journaliste muni d'une caméra. La "télé réalité" n'est pas une aberration monstrueuse, mais seulement la logique de la médiation entre sujets biopolitiques poussée à son terme : quand l'instrument de la médiation qui est aussi celui de la surveillance, devient explicitement le centre des rapports humains, qui n'ont plus cours malgré cette instance de jugement, mais pour elle-même, pour lui plaire, la divertir, la renseigner. La question des médias n'est ainsi pas une question de principes, de pureté : elle pose la question plus générale de la médiation démocratique ; et il est vrai que tant qu'on ne critique pas la démocratie, tant qu'on fait grève en se référant à des valeurs abstraites, qu'on détermine sa politique comme une stratégie de communication à l'adresse de l'"opinion publique", ce qui n'existe pas et ne s'exprime jamais, et qui n'a plus de réalité qu'à travers les sondages (dont les élections font partie) comme accumulation de points de vue privés, on serait bien en peine de vouloir affronter le pouvoir de nuisance des médias. Dans ce mouvement, l'interruption de l'activité productive n'a pas interrompu la centralité du jugement policier dans les rapports qui se sont constitués par la grève.

Cette persistance de la médiation dans le mouvement qui potentiellement portait le dépassement de la séparation public-privé, dépassement que laissait deviner les accès de grève humaine attisant les rencontres au cours d'un mois d'occupation, a permis au mouvement de rejoindre le domaine public où il ne s'appartient plus à lui-même mais appartient à l'Etat. Il faut dire qu'à la médiation démocratique s'agrégeait la médiation des diverses fonctions militantes, maladroitement inspirées des modèles entrepreneuriaux post-fordistes.

l'auto-entreprenariat militant

Le mouvement qui en voulait tant aux entreprises privées a repris leur modèle d'organisation et leur rationalité. Il est évident pour des entrepreneurs que le problème est de gagner de l'argent, qu'il s'agit pour cela de mettre la subjectivité et la créativité des employés au travail, de manière à prévenir une dissociation éventuelle entre les intérêts de ces employés et ceux de leurs employeurs. Il s'agit d'orienter toute l'activité vers la valorisation capitaliste, de stimuler cette activité par toutes sortes de promotions, d'intéressements, en lui accordant l'autonomie nécessaire à la création et aux initiatives, l'essentiel demeurant de canaliser cette production immatérielle diffuse vers l'extraction de valeur-argent. Non plus discipline et hiérarchie, mais autonomie contrôlée. Pour un mouvement étudiant, il s'agit de mettre la joie au travail, de construire efficacement, en mettant à profit toutes les ressources de l'individu, un mouvement social classique. Je vais parler du travail des commissions. Dès le 7 Novembre, ont été mises en place une commission action, une commission réflexion, une commission externe, puis, vers le milieu du mouvement, une commission occupation, et même une commission blocage. A première vue, il s'agissait là d'une division du travail très traditionnelle. Mais l'argument pour parer à cette critique était tout prêt : il s'agissait de favoriser la communication entre ces commissions, sur le modèle de l'interdisciplinarité chère aux universitaires modernistes. A l'objection un peu naïve que certains d'entre nous ont pu faire, qu'il n'y avait là que de la très banale séparation entre une réflexion sur les réformes, entre l'élaboration des formes et des moyens de la lutte, et entre la mise en oeuvre d'une stratégie quant à la manière de se rapporter aux amis, ennemis et alliés potentiels, il a été répondu que si la communication entre ces sphères ne fonctionnait pas encore parfaitement, on était sur la bonne voie. On prétextait à raison que les individus pouvaient passer d'une commission à une autre, que le comité de grève était le lieu de la mise en commun de ces labours respectifs. Mais on perdait de vue la caractéristique centrale de l'entreprise post-moderne, la collaboration des spécialistes, l'intégration de la coopération à la spécialisation. Cette spécialisation demeure essentiellement, mais elle a perdu son étanchéité ; sans disparaître, elle se renforce et s'enrichit au contact de ce qui lui est étranger. Ainsi la réflexion, l'action et la communication ont-elles été réunies et harmonisées en tant que séparées. La séparation n'a pas été abattue, ce qui aurait supposé la constitution dans le même mouvement d'une critique sociale et d'une stratégie, de formes de vie qui soient aussi des formes de lutte.

L'on a pu chercher à faire passer cette question de "structuration" du mouvement comme une question de pure forme, opposer la logique des commissions et celle des ateliers de lutte en termes de principes abstraits, le premier offrant l'incontestable avantage d'être là, éprouvé, quand le second se heurtait à la soi-disant impossibilité matérielle d'associer les grévistes à l'élaboration commune des divers aspects de la grève. La logique de l'urgence, la logique pragmatique qui voulait que la temporalité des assemblées générales et des manifs détermine la substance même de la grève, les rencontres, les débats, les actions, l'organisation dont on se dote, a pu déterminer la nature de l'efficacité qui était mise en avant pour justifier ces opérations. Une efficacité numérique, qui se mesure au nombre d'individus présents dans les AG, dans les manifs ; une efficacité médiatique, puisque les médias n'ont pas été trop méchants avec ce mouvement qui a su rester universitaire ; une efficacité politique, puisque le ministre a ajourné son projet d'autonomie des universités. Le mouvement a donc été une réussite puisqu'il a pu arracher un geste symbolique quand nombre de mouvements sociaux vivent et meurent sans avoir suscité de la part des gouvernements autre chose que du mépris. C'est ce que dit l'UNEF, et comme elle se contente de peu, nous lui laissons sa victoire. Mais il a aussi été une réussite puisqu'il a pu bloquer pendant un mois le fonctionnement d'une université sans que la reprise des cours pose le moindre problème, puisque l'université a pu redevenir aussi triste et terne qu'avant, puisque la plupart des

occasions de rencontre, qui n'ont pu s'approfondir, se sont noyées dans le retour à la normale. Les choses sont redevenues telles qu'on les avait interrompues : il n'en reste rien, sinon le découragement à devoir travailler beaucoup plus pour rattraper tout ce retard. Cela, l'UNEF ne le dit pas : elle s'entend en réformes, mais cale un peu sur la liberté.

TROISIEME PARTIE : PRESENCE COMBATTUE DE LA GREVE HUMAINE

Pour nous, il en reste quelque chose. Par "nous", je n'entends pas seulement ceux qui se sont constitués en force sous le nom d'atelier de lutte (et qui, d'ailleurs, n'ont jamais eu besoin de nom pour agir en tant que force, et ne se sont servis de ce nom, vers le milieu du mouvement, que parce que se dégageaient, à l'occasion de ces ateliers ouverts à tous, des positions qui faisaient exister, en théorie et en pratique, la critique du mouvement étudiant, la critique de la démocratie) mais aussi ceux que nous avons pu croiser, avec qui nous avons pu partager refus, joies et insatisfactions, et qui s'engageaient eux aussi, diversement, dans la constitution d'une force. Il va de soi que ce nous traverse tous les partisans de la grève humaine, nos amis qui ont préféré ne pas affronter la déperdition d'énergie qu'impliquait l'engagement dans un mouvement étudiant aussi classique, et tous ceux qui, connus ou inconnus, sabotent l'alternance réglée de la paix sociale et des événements médiatiques. Il en reste pour nous quelque chose, d'abord parce que nous sommes plus nombreux et plus forts qu'auparavant, mais aussi parce que ce mouvement s'est achevé sur l'irréconciliabilité d'au moins deux tendances et la promesse de conflits d'une toute autre envergure. La logique des ateliers n'a pas été de proposer systématiquement des solutions "radicales" toutes prêtes, de psalmodier plutôt classes populaires, autogestion, que service public et égalité des étudiants. Il s'agissait de prendre le temps d'aborder tous les problèmes de l'heure, blocage des cours, rapport à l'administration, aux médias, convergence des luttes, critique de l'université productive, appropriation des moyens matériels nécessaires. Evidemment, cela n'était pas soluble dans les commissions, où une réflexion minimale sur la manière de se constituer en force (capable d'infirmer l'évidence que l'effondrement de tous les mouvements qui comptent sur les "masses" et l'opinion publique est programmé, cyclique, inévitable) n'était pas matériellement possible, faute de temps. Désserter les commissions, c'était bien le minimum que nous pouvions faire pour garder de la distance, ne pas se laisser happer dans l'implacable logique de l'urgence. Nous étions, comme tout le monde, obligés de subir les AG et les manifs, et il serait mensonger de prétendre que le découragement ne nous a pas gagnés, comme tant d'autres, devant les fréquents triomphes des démocrates de gauche. Nous avons souvent éprouvé combien il est difficile de troubler la léthargie et l'ennui de ceux qui font confiance aux autres pour diriger, de ceux qui ne se positionnent pas. Nous avons vu comment cette léthargie, cet ennui sont contaminants, et comment ils ont pu nous pousser à répéter les mêmes arguments, ennuyeusement, sans conviction. Cela donne à penser sur la manière dont sont neutralisés les flux qui traversent les corps, même en période de grève, au profit des carapaces cérébrales.

les occupations

Mais cette grève, longue d'un mois, n'a, fort heureusement, pas été qu'ennui. L'occupation du hall B a donné lieu à une relative appropriation de l'espace (tables d'information, de nourriture, de café, confection de banderoles, d'affiches). Si les repas n'étaient pas pris en commun, le réinvestissement immédiat de ce qui était vendu à un prix modique ou libre, dans la caisse de grève pour les tracts et la nourriture, la possibilité de dormir dans les amphithéâtres, faisaient qu'on s'engageait dans cette grève sans peur de se mettre trop à découvert. Il y avait déjà là des

ébauches de communisation. Vers la fin du mois de novembre, l'occupation nocturne gagnait en joie, de manière perceptible, de jour en jour. A la fin du mouvement, il y avait fête tous les soirs, des grévistes jouaient du punk ou de la musique bretonne, on passait de groupe en groupe pour échanger quelques mots, quelques bières. La dernière fête, le 3 décembre, fut sans conteste la plus belle : des centaines de personnes occupaient les amphithéâtres et le hall B : les comportements dans l'ivresse se déliaient, tout le monde se parlait, et ce n'était pas du LMD, de l'égalité des droits mais du plaisir d'être là, du désir un peu délirant, étant donné l'absence totale de perspective du mouvement, de ne jamais arrêter. Elle était là, enchaînée et désespérée, la grève humaine que ces mêmes grévistes, pour la plupart, avaient conjurée : dans cette bizarre conjonction entre un jeudi soir dans la rue de la Soif et un moment de lutte étudiante, dans la proximité de tant de corps attentifs les uns aux autres, pressentant la fin proche, retrouvant un mois après le souvenir de l'interruption, réalisant enfin au moins une des possibilités ouvertes par la grève. La grève d'esprits politisés révélait son négatif : nous fêtions notre échec, toute la joie refoulée réapparaissait, séparée de ce qui aurait pu lui permettre de se répandre au-delà de la nuit. Le lendemain matin, en comité de grève, l'UNEF décidait de proposer à l'AG la dissolution du mouvement.

Certes, l'occupation du hall B avait bien mal commencé. On décidait de fermer les portes du bâtiment B à minuit pour éviter que "les zonards de la place Saint-Anne" viennent finir leur soirée à la fac. Si la question se pose bien de la nécessité, dès lors qu'une occupation a été collectivement décidée, de déterminer des manières de réagir collectivement en cas de problème, on ne m'ôtera pas de l'esprit qu'il y avait là du mépris et une certaine fatuité à penser qu'il serait agréable pour des zonards de venir à la rencontre de la forme de vie étudiante surtout quand elle s'enferme sur elle-même par souci de « crédibilité » médiatique. Les zonards ne sont jamais venus. Au début, on partait à minuit ou on devait rester toute la nuit. On se demandait sérieusement s'il ne fallait pas interdire l'alcool. On se proposait d'organiser des rondes de surveillance pour attraper ceux qui écrivaient sur les murs. Puis, peu à peu, la peur des "débordements" s'est relâchée (elle se reportera des occupations aux manifs), ceux qui occupaient ont appris à se parler, la joie a pris le pas sur la police. La question centrale de l'appropriation de l'espace est restée en suspens : le bâtiment B était-il notre lieu, ou était-il encore le lieu de l'institution ? Les assemblées d'occupants, formées d'individus aux formes de vie et de lutte incompatibles, ne pouvaient pas régler le problème. Pour les uns, écrire sur les murs constituait une dégradation de ce qu'ils considéraient à la fois être leur lieu et le lieu de l'institution, ce qui pour beaucoup d'entre eux revenait au même. Pour nous, écrire sur les murs signalait au minimum que le respect de l'assignation par l'institution d'un objet à son rôle -un mur qui ne serait là que pour tenir le plafond- se perdait, ou s'était perdu, et cela nous plaisait plutôt. Il était évident que ce lieu n'était notre lieu que tant que nous y faisons ce que nous voulions y faire, et nous voulions bien discuter, des heures s'il le fallait pour établir des règles susceptibles de contenter tout un chacun : mais si les désaccords étaient trop graves, il ne fallait pas compter sur nous pour nous plier à la majorité. Après, le problème de savoir si l'on veut immédiatement chercher le conflit ouvert se pose en termes stratégiques. Pratiquer la démocratie n'a de sens que pour les amis. Il fallait des bases d'accord suffisamment consistantes, l'appropriation de tout le bâtiment, la réquisition de tout le matériel nécessaire, pour que l'énonciation de règles communes aient un sens.

L'occupation du rectorat, le 13 Novembre a posé les mêmes problèmes en les exacerbant : les quelques centaines d'étudiants qui l'ont investi ne se sont pas laissés intimider par le service

d'ordre de l'UNEF qui patrouillait à la recherche du flagrant délit de déviance. La joie était de passage, le photocopillage de rigueur. On photocopiait ses pieds, ses mains, son visage, ses tracts, sanctionnés ou non par l'assemblée générale ; on affichait tout cela sur les murs, on visitait les bureaux, on buvait le café et les bières, affalés par terre. Dans une salle, ceux qui voulaient parler du mouvement en assemblée faisaient taire les appels au repli des petits chefs de l'UNEF. Finalement, las d'attendre l'arrivée de la police, les occupants ont pour la plupart quitté le rectorat avant son intervention. Décidément, ce lieu n'était pas le nôtre : nul désir de le défendre. Une autre occupation, pour en finir avec cette question de l'appropriation, celle du bâtiment de la Présidence, la semaine du 24 au 28 Novembre. L'atelier de lutte avait provoqué le 19 la tenue d'un "comité de grève exceptionnel", qui n'avait rien d'officiel, parce qu'il s'avérait intenable de repousser perpétuellement le débat entre tous les grévistes sur la question notamment des commissions, de la convergence des luttes, de l'inanité des assemblées générales, bref sur la question du mouvement dans son ensemble. Le comité de grève officiel avait pour fonction de préparer les assemblées générales et de faire appliquer les décisions de l'assemblée générale ; bien sûr, il fallait bien suppléer un peu à l'absence de débat en AG, prendre des initiatives, mais pas n'importe lesquelles ; il ne fallait surtout pas trop débattre et respecter son mandat. (Soit dit en passant, quelle sorte de mandat confie t-on à ceux qui viennent là parce qu'ils en ont envie ? 3000 en AG, 100 en comité de grève, confiez votre lutte aux militants, aux citoyens, ils en feront bon usage) Le comité de grève exceptionnel, réunissant la centaine d'occupants du moment, aurait pu être décisionnel : il posait les problèmes de l'heure, exposait des divergences, cherchait des terrains d'entente, avait tout son temps. Quand les démocrates, qui auraient bien aimé l'interrompre, eurent compris que ceux qui étaient là n'oseraient pas vouloir les conséquences de leur pensée, ils purent se retirer, soulagés. Faute de mieux, on décida d'élaborer des positions communes en vue du prochain comité de grève, de la prochaine AG. La question du blocage des cours y fut abordée : il faut savoir que les étudiants en CAPES, les étudiants étrangers (CIREF) et même certains DESS avaient été autorisés d'aller en cours. Chaque nouvelle AG se faisait la caisse de résonance d'une nouvelle catégorie d'étudiants qui venait se faire plaindre et arracher, par compassion, le droit de retourner à ses chères études. Les grévistes qui tenaient les piquets de grève, obligés d'être présents douze heures par jour, rarement relevés par ceux qui cherchaient à prendre en marche le TGV des commissions et comités, étaient confrontés non seulement à l'agressivité des étudiants, mais aussi à leurs plaintes, pour aller dans une bibliothèque, aller voir son prof, un tableau, une secrétaire, mais aussi à leurs ruses, quand les catégories épargnées par la grève se sont mis à servir de mots de passe. Il n'y avait à certains piquets pas d'autre choix que de laisser passer tout le monde, et à d'autres de prendre sur soi de ne laisser passer personne, quitte à être sermonné par un syndicaliste, pour passer outre à ce qu'il peut y avoir d'indigne à demander à quelqu'un, comme un videur de nuit, comme un flic, s'il a les papiers requis pour passer. Nous étions très nombreux à penser qu'il fallait en finir avec les piquets, qu'on pouvait, à la rigueur, laisser un bâtiment à ceux qui pouvaient avoir cours, mais que tout le reste devait être fermé. Cette position exposée en comité de grève, qui la reprit en la diluant, aboutit à la proposition en AG de réduire les piquets de 3 à 1 par bâtiment. Les portes laissées auparavant ouvertes seraient fermées à l'aide de chaînes et de cadenas. Cette proposition fut acceptée, contre l'avis de l'UNEF, par l'AG, (qui refusa par ailleurs, le même jour, de remplacer les commissions par des ateliers) ce qui aboutit à la création d'une "commission blocage" chargée de mettre en oeuvre ces améliorations.

Le lundi 24, trois jours plus tard, la Présidence, prenant acte de ce "durcissement" qui ne permettait plus d'"assurer des conditions normales de sécurité", fermait la fac. Le matin, après

deux heures d'atermoiements sur la méchanceté de la Présidence, la porte d'entrée du bâtiment B fut enfin fracassée, provoquant l'indignation de nombreux assistants, bien contents pourtant de pouvoir aller boire leur café. Le même jour, la Présidence fut occupée pour exiger la réouverture de la fac. On peut se demander quel problème cette fermeture pouvait bien poser, puisque personnels IATOSS et professeurs n'avaient pas voulu rejoindre physiquement le mouvement, se contentant d'un soutien verbal par l'intermédiaire de leurs responsables syndicaux. (Il est vrai que ce mouvement s'est fort soucié de son indépendance, de nombreux syndiqués et non-syndiqués considérant, sans rire, qu'il fallait d'abord construire un mouvement étudiant fort, et que la "convergence des luttes" viendrait après). Que nous importait alors que la fac soit fermée, si nous avions le bâtiment B ? L'occupation de la Présidence pouvait cependant paraître justifiée par cet acte hostile : elle a duré quatre jours. Là où elle aurait pu, vite et bien, arracher les moyens matériels qui manquaient au mouvement, être à la hauteur du conflit qui s'offrait, elle n'a abouti qu'à la réouverture le 28 Novembre de la fac, avec le retour aux trois piquets par bâtiment, et une prime de quelques milliers de tracts, à adresser exclusivement aux étudiants, réservés aux mandatés par l'AG et le comité de grève. Pendant quatre jours, on avait donc le choix entre s'ennuyer dans le hall B ou dans la salle du grand conseil, où l'on se sentait infiniment fort, tout en s'excusant devant le responsable de la sécurité, en colère, d'avoir allumé une cigarette.

partout et toujours, la peur de l'évènement

Ce qu'on retiendra également, c'est à quel point le désir d'évènement à l'origine de la grève se doublait d'une peur systématique de l'évènement, de ce qui pourrait reconfigurer les rapports de force, marquer un avant et un après, faire consister le conflit. Cette peur se dit par exemple dans le refus de casser une vitre qui nous a été fermée à la figure, d'interrompre l'émission de TV Match qui était enregistrée dans l'Opéra, sur la place de la Mairie, où la manif passait le 20 Novembre (alors que l'animateur - vedette était venu, de son plein gré, à la rencontre des grévistes pour se foutre de leur gueule), dans l'angoisse qui nous fait craindre la colère de la police ou des médias quand des oeufs de peinture sont jetés sur les banques et les agences d'interim, autant de symboles outrés, indéfendables, de la "marchandisation" qu'on dit refuser, quand des tags sont laissés sur les murs, traces de ce mouvement sans traces, sans histoire. Il s'agissait, plus généralement, de la peur de s'appropriier, simplement, ce dont on a besoin (nourriture, boisson, photocopieuses, imprimantes...). On a voulu croire que ce qu'on refusait de faire, par peur, c'est ce dont on n'avait pas vraiment besoin, ce qui ne servait à rien. Mais le désir d'évènement exige de se libérer de la peur ; et pour cela, il faut réfléchir à comment faire ce que dans le fond on aimerait tant faire ; il faut élaborer une stratégie collective, tisser des amitiés, former des attachements, partager des moments de joie ou de tristesse, avoir confiance, sentir que nos perceptions s'affinent en un savoir qui soit aussi un pouvoir de transformation. Cela implique une autre présence des corps que celle des manifs, desquelles il n'y a, hormis ces quelques moments où les corps se mettaient en jeu, en lançant des fruits pourris ou des oeufs de couleur en direction des CRS qui gardaient le rectorat, en lançant des oeufs (frais, hélas) sur la façade du MEDEF, rien à retenir, tout à oublier parmi les slogans du type "quand le MEDEF attaque l'école, l'école répond résistance" ou encore "une seule solution, la manifestation", tout à oublier de ces marches sans joie dans des quartiers résidentiels où il n'y a rien à salir. Grosses, massives manifs, et pleines de vide.

« Mobilisation massive » et « convergence des luttes »

Il y eut d'autres actions, dite de "sensibilisation", barrages filtrants et distribution de tracts, "actions artistiques" et enfin, peut-être la plus intéressante, le blocage pendant quelques minutes

d'un accès du centre commercial du Colombier, le 13 décembre, alors que la grève avait été définitivement enterrée deux jours plus tôt. Mais il y avait toujours entre les grévistes et ceux qu'ils voulaient toucher, ce discours unilatéral de celui qui lutte face à celui qui ne lutte pas. La logique de "mobilisation massive", de "conscientisation" a fait des ravages, n'envisageant la communication que sur le plan quantitatif, ignorant le simple fait que la rencontre exige une certaine communauté d'attentes, de désirs, chez celui qui parle et celui qui écoute, de nature à rendre possible le renversement le jeu des rôles. On a cru efficace de diffuser massivement un discours consensuel selon lequel les valeurs abstraites de la gauche, l'éducation et la culture, et avec elles l'étudiant lui même, seraient mises en péril par des réformes catastrophiques. L'histoire de ces étudiants à la fac de droit, à moitié convaincus en AG par les alarmes de l'UNEF, puis changeant d'avis après leur réfutation par un professeur, nous est éclairante. Il y a une certaine manière de parler de soi qui empêche le partage ; il y a une certaine manière de se poser en victime qu'il faut plaindre, soutenir et encourager, qui rend toute empathie impossible. Les discours pseudo-universels sur le « progrès social », les discours *empruntés*, renforcent l'extériorité de tout message à caractère explicitement politique à l'expérience individuelle et collective. Il convient plutôt, pour provoquer la rencontre, de partir ce qui nous est commun, une certaine insatisfaction, une soif d'interrompre dans le début d'un partage et non dans le déchirement, le cours normé d'une vie quotidienne aux douleurs vécues comme incommunicables.

En luttant en tant qu'étudiant, comme on l'a vu, les grévistes recréaient un ersatz de lien communautaire autour d'une identité effondrée. Tout le temps passé à travailler, dans les jobs précaires, les stages, pour les examens, tout cela disparaissait dans la célébration de l'université démocratique et égalitaire. Il semblait alors qu'on étudiait spontanément, par plaisir, en tout cas par choix, pour se cultiver », « s'enrichir »... ce qui pris à la lettre, aurait pu faire dévier le débat du refus de l'autonomie des universités entre elles au processus d'autonomisation de la production et de l'échange de savoirs vis à vis de l'économie, vers l'université sauvage (la constitution d'une force autonome de production et d'échange de savoirs-pouvoirs). Il ne s'agissait pourtant pas là d'un discours habité, mais d'une manière de sublimer la mise au travail de la subjectivité dans la production immatérielle : ce discours, encouragé par l'UNEF au fait des techniques mises en œuvre par les individus pour s'accommoder aux communautés effondrées, interdisait en même temps la critique de l'université que la critique du travail. Le manque de consistance de ce qui a été effectivement vécu par chacun à l'université en termes « d'épanouissement moral et intellectuel » (ce qu'elle serait sensée permettre, selon un syndicaliste UNEF), fait l'inconsistance du refus de la « marchandisation », qui retombe sur la platitude du « il faut bien travailler pour pouvoir manger ». Il faut savoir qu'au début, l'UNEF disait rejeter complètement le LMD, puis, à partir du 27 novembre, a commencé à diffuser l'idée qu'une « autre LMD était possible », quand la tendance à la sécession hors des rapports de production qui était virtuellement là dans le refus affiché de la « rentabilité », fut conjurée chez la majorité. Séparés de leurs désirs par la défense d'une condition particulière effondrée, les grévistes restèrent séparés de tous ceux qui auraient pu être leurs alliés. Construire un mouvement étudiant fort (une contradiction dans les termes) avant de chercher la rencontre avec d'autres secteurs en lutte, l'ayant été ou en passe de l'être, cette évidence des quinze premiers jours n'avait pas d'autre motivation que d'empêcher une éventuelle « radicalisation » du mouvement. On n'a pas non plus questionné ces évidences que les rencontres, souhaitées en principe par la suite, ne pouvaient prendre d'autre forme que celles de la juxtaposition un peu arbitraire des mouvements et de leurs revendications respectives, que celles des tractations entre responsables syndicaux au sein des « interprofessionnelles ». Quant aux lycéens, on les a invités à se « mobiliser » (jamais explicitement à la grève) pour les mêmes

prétextes que nous. On n'a pas cherché avec les lycéens qu'on avait pu rencontrer des moyens de provoquer une grève au lycée. (Recette éprouvée : distribuer, avec des amis, quelques jours avant, voire la veille, du jour où l'on veut faire grève, des tracts appelant explicitement à la grève pour un jour précis, autant de tracts qu'il le faudra pour être sûr que la plupart des lycéens soit au courant, propager la rumeur que le jour J la grève aura lieu ; nul besoin de convoquer avant des assemblées générales ou des réunions de délégués, nul besoin de permettre à l'administration d'entraver le mouvement avant qu'il ait lieu ; le jour choisi, avec les quelques dizaines qui auront effectivement répondu à l'appel, monter dans les salles de classe et interrompre les cours. Vous serez très vite plusieurs centaines. Après, à vous de jouer.) Nous avons pour notre part diffusé deux tracts, dont le premier avait surtout valeur de contre-discours à la prose démocratique ; le second est intervenu trop tard, quand la grève étudiante touchait à sa fin. Nous ne pouvons bien sûr nier notre part d'échec, les forces de l'atelier de lutte n'étant pas suffisantes pour contrecarrer efficacement ce qui se faisait par ailleurs pour provoquer la « convergence des luttes ».

Nous avons pu cependant rédiger un tract (tract aux ambitions limitées puisqu'il appelait seulement à une manifestation commune toutes les catégories qui subissaient les unes après les autres l'accélération des restructurations capitalistes) avec les salariés de STMicroelectronics, entreprise en pleine santé financière qui compte un site à Rennes et produit des semi-conducteurs, en lutte depuis septembre contre la fermeture annoncée de leur site qui doit conduire au licenciement des 600 salariés (dont 200 intérimaires). Un tract aux ambitions limitées puisqu'il appelait seulement à une manifestation commune toutes les catégories qui subissaient les unes après les autres l'accélération des restructurations capitalistes. Même s'il s'agit d'une lutte défensive, pour sauver des emplois et qui se donne de mauvais prétextes (le risque de « désertification » économique de la Bretagne, quand c'est plutôt l'économie qui répand le désert, et son refus qui le repeuple), se disait là aussi le refus d'être déplacés selon les offres de « reclassement » de la direction, notamment à Grenoble et de servir pour leurs employeurs de cobaye à licenciements boursiers (ainsi leurs patrons prévoient des restructurations dans de nombreux sites et cherchent à se faire la main, en commençant par le site de Rennes). Du 18 novembre à début janvier (la séquestration du directeur et sa libération 24 H plus tard), alors que l'activité a été fortement réduite, les employés ont bloqué les stocks de semi-conducteurs qu'ils continuaient à produire. Une grande tente militaire, toujours en place aujourd'hui qu'ils ont jugé ne pas devoir continuer à empêcher la sortie des produits finis (ils ont fait face à la menace de condamnations en justice), abrite les repas et les discussions collectives de plusieurs centaines d'employés qui ne se résignent pas. Malgré le caractère indépassable pour l'instant de cette question de l'emploi, et de la valorisation du travail qu'elle implique, l'intensité de l'expérience a créé de la communauté parmi les salariés, et une certaine disponibilité vis à vis de ceux qui viennent les voir. Il était, il est toujours essentiel de les rencontrer, même si ce renforcement du lien entre les salariés ne s'est pas encore traduit par un renversement du rapport de force avec la direction de nature à leur permettre d'espérer mieux que de conserver leur emploi.

Mais il n'y eut pas, hors des interventions de délégués STM en AG et de leur participation à cet manif du 27 Novembre, d'autres moments de partage entre la lutte de ces employés et la contestation étudiante : sur ce plan, tout reste à construire. Quant aux autres catégories rien n'eut lieu hors de leurs interventions en AG et des réunions interpro, si ce n'est la participation individuelle de chômeurs ou de professeurs qui se sont investis dans la grève au même titre que les étudiants. Ce qu'il nous fallait élaborer et qu'il eût été impossible sans occasionner une dispersion de nos forces, c'est une transversalité des luttes, non une interprofessionnelle. Par

transversalité, il faut entendre la constitution, par l'approfondissement des rencontres, de positions, de modalités d'action et d'organisation communes, une manière de comité d'action sans référence à une identité socioprofessionnelle. Compter sur la collaboration des appareils syndicaux, quand ceux-ci souvent se font concurrence à l'intérieur de chaque secteur (sans prêcher l'« unité syndicale », il faut bien reconnaître le caractère dissolvant de ces luttes au sommet), reproduisent la logique du mouvement social classique et l'attachement travailliste à sa corporation, ne fait qu'amplifier, sous couvert de « prudence », l'étrangeté des mondes du travail salarié proprement dit et du travail immatériel. Pour en finir avec le mythe inhibant de la grève générale, apprenons à reconnaître nos alliés potentiels, en provoquant les rencontres et les positionnements, prenons méthodiquement pour cible les dispositifs de séparation qui neutralisent l'amitié et l'inimitié dans l'inconsistance et la révocabilité des solidarités invocatoires.

suite et fin

Lors de l'avant-dernière journée de grève, l'UNEF proposa sa propre « alternative à la grève » (suspension dès le lundi 8 décembre, journée « fac morte » avec blocage le 11, élaboration conjointe par l'UNEF et le SNES SUP, syndicat des professeurs de l'enseignement supérieur, de contre-réformes à négocier avec le ministre). Les syndiqués UNEF présents à la tribune de l'AG, comme à tant d'autres reprises, omirent de mentionner la proposition qui leur avait été soumise de reconduire la grève jusqu'à lundi, ne laissant d'autre choix qu'entre leur projet et la poursuite jusqu'au 13 décembre (journée de manifestation européenne des étudiants). La suspension fut adoptée par l'AG. Quelques étudiants, pas du tout convaincus de l'intelligence stratégique de ce qui se présentait comme une tentative de sauver le mouvement, ignorant qu'un tel plan devait être soumis au vote, appelèrent à une réunion le lendemain pour contrecarrer les effets de cette manœuvre. Une bonne centaine d'étudiants répondit à l'appel. Les syndicalistes UNEF présents y furent fort malmenés. Prenant le prétexte d'une altercation un peu vive avec l'un d'entre nous, ils réussirent, en quittant en bloc l'assemblée, à provoquer sa suspension. Ils partirent donc en emmenant avec eux les plus tièdes, ceux qui se sentaient compromis par le succès du « sauvetage » du mouvement chez les anti-grévistes, et ceux qu'un conflit ouvert de tendances effrayait. Le débat entre la cinquantaine qui restait put commencer : il y fut assez vite admis qu'on proposerait à l'AG la reprise de la grève dès lundi, le remplacement des commissions par des ateliers, le remplacement du comité de grève par une assemblée de grévistes décisionnelle. Le lundi, beaucoup de ceux qui avaient été là n'y croyaient déjà plus : à l'AG de quelques quatre cents personnes, on n'osa proposer que le remplacement des commissions par des ateliers, qui fut une nouvelle fois repoussée, cette fois-ci à une faible majorité. La reprise de la grève serait proposée jeudi et l'assemblée de grévistes serait suspendue à la reprise ou non de la grève. Le lendemain mardi fut affiché l'appel « pour une grève humaine ». Mercredi soir, les grévistes se préparaient à la journée « fac morte » : cadenas, chaînes, tables et chaises pour ceux qui croyaient que de tels moyens suffiraient pour empêcher la tenue des cours (la Présidence avait affiché quelques jours plus tôt sa satisfaction de voir les cours reprendre et assurait qu'une nouvelle journée de grève compromettrait gravement la tenue des examens, déjà retardés d'un mois, ce qui constituait une menace voilée contre ceux qui chercheraient à faire déraiper le redémarrage de la machine universitaire), glu pour les autres. Pendant la nuit, les vigiles firent sauter la plupart des barrages et les employés IATOSS ceux qui restaient au petit matin, et la glu disposée sur un nombre trop restreint de serrures ne suffit pas à empêcher l'entrée en masse des étudiants. Lors de l'AG du midi, la reprise de la grève (tandis que certains s'employaient, stupidement, à faire voter le « principe de la grève » pour une reprise « dès que les conditions seraient réunies ») jusqu'aux

vacances fut repoussée. ; la proposition que soit demandée la démission du président Mouret, pour ses diverses tentatives d'intoxication et d'intimidation des grévistes, fut également repoussée : on n'en avait pas, après cinq semaines de grève, encore fini avec le respect des managers.

La « manifestation européenne » du 13 décembre, à 200, fut aux dires de certains de ceux qui y ont participé la moins terne de toutes, liée qu'elle était au blocage du Colombier, mais aussi à un certain soulagement d'en finir avec une grève qui n'avait pas conduit à un épuisement, mais à un tarissement achevé de ses potentialités. La grève avait effectivement cessé d'être désirable, en secrétant un quotidien qui, s'il était moins triste qu'avant l'interruption du 5 novembre, révélait l'ampleur de l'échec au regard de l'enthousiasme et de la confiance en ses forces qui caractérisaient, malgré leur immédiate exploitation démocratique, le mouvement à ses débuts.

Ceux qui n'avaient rien retenu d'une grève qu'ils avaient trouvé pour l'essentiel fort belle, continuèrent et continuent encore à parier sur la reprise d'une grève similaire pourvu que soit mené à bien leur travail de « remobilisation » des étudiants. L'UNEF a perdu un certain nombre de voix aux élections universitaires, et gagné un certain nombre de militants. L'atelier de lutte, qui avait cherché à approfondir ce qui dans la grève étudiante était déjà de la grève humaine, qui se voulait une tendance constituée au sein du mouvement pour augmenter les chances de la grève humaine, a quitté le champ des luttes universitaires, s'est dissous en tant que tendance pour se fonder en force autonome, participer à la constitution de formes de vie qui soient aussi des formes de lutte.

SURPRISE - PARTIE : VERS LA GREVE HUMAINE

Il reste que si dans cette lutte la logique du mouvement social classique a dominé jusqu'à son terme, elle n'a pu le faire qu'en combattant sciemment les éléments de déprise des rôles, des identités, des rapports d'hostilité, dont la grève n'était pas exempte. Ce faisant, cette logique s'est appauvrie au point de ne pas même nécessiter un épuisement pour s'achever. Les rapports d'hostilité se sont renforcés (on ne parle plus de grève, ni de politique à Villejean, et chacun est retourné à son cursus) au point d'apparaître, de manière évidente ou confuse, par de nombreux grévistes comme le centre de ce qu'il faut attaquer. Si une grève étudiante devait reprendre à l'identique dans les semaines qui viennent à Villejean, elle ne tiendrait pas trois jours. Le seul mouvement possible aujourd'hui, c'est une vaste propagation de grève humaine. Il s'agirait d'opérer, conjointement, l'interruption du cours normal des flux humains et matériels qui font l'université et l'expérimentation de formes de partage et d'élaboration collective de savoirs, d'expériences et de désirs. Il s'agirait de provoquer une vague de rencontres, qui désagrégerait les rapports normés qu'entretient l'individu à la condition étudiante et provoquerait l'agrégation des dispositions nouvelles aux flux d'affects en circulation. Ceci, en d'autres termes, se résume assez bien par la formule : d'un côté, nous voulons vivre le communisme ; de l'autre, nous voulons répandre l'anarchie. Vivre le communisme, répandre l'anarchie, c'est, par exemple, avec ceux qu'on rencontre, redécorer la fac, préparer un repas pris en commun, mettre en place une zone de gratuité, danser, s'aimer, s'enivrer, planter un jardin potager, interrompre un cours, s'entretenir longtemps de Rimbaud, de l'Argentine ou d'Haïti, de l'art de faire les crêpes et de griller les transports en commun... C'est aussi cesser de vouloir à tout prix être à la hauteur d'identités socialement construites qui sont comme autant d'injonctions morales, à être un étudiant cool et cultivé, un homme riche à l'épaule solide, une maîtresse sexy et une mère aimante, un honnête travailleur. C'est se rendre attentifs aux désirs qui nous traversent. C'est aussi perdre le respect et

la politesse envers ceux qui n'ont rien à partager avec nous, et plus largement, substituer au respect et à la politesse, l'attention à ce qui nous attache et nous détache, aux processus qui fondent l'amitié et l'inimitié, se tenir à la hauteur du conflit, présents à la situation. Nous avons tout notre temps.

Commencer la propagation de grève humaine dans et contre une institution n'est pas la simple « radicalisation » d'un mouvement social, au sens où celle-ci pourrait s'identifier dans des faits isolés, le désaveu des leaders syndicaux, des heurts lors d'une manifestation, la séquestration d'un bureaucrate, l'occupation de « lieux symboliques »... Elle impliquerait avant tout une logique de sécession : chercher à dissoudre l'institution plutôt que de chercher le dialogue ou même le conflit avec ses gestionnaires du moment, ministres, managers. Ne plus déterminer la constitution du lien communautaire par la nécessité de réagir à une attaque, n'en plus faire un moyen mais un processus valable pour lui-même, chercher à échapper au regard et aux critères de rationalité définis par la démocratie et ses employés. Briser la médiation démocratique et capitaliste entre nous et nos moyens de subsistance, dont l'appropriation et la maîtrise sont les conditions du jeu. Penser ainsi les moyens d'échapper ensemble au salariat, rendre impossible le retour à la normale, faire persister l'expérimentation au delà du retour périodique des mouvements et de leur prévisible effondrement.

Cela passera certainement dans l'avenir par l'ouverture de maisons du peuple, rappelant ces lieux constitués par le mouvement ouvrier à la fin du XIX^e siècle pour tisser les solidarités entre les luttes qui agitaient les divers métiers, luttes qui avaient pour ennemi commun la classe bourgeoise et qui cherchaient à s'agréger dans la constitution d'organes de lutte révolutionnaire (les premiers syndicats) de la classe ouvrière. Les maisons du peuple étaient ce lieu où l'on pouvait se rencontrer hors du travail, échanger des expériences, des informations et des savoirs, faire consister l'invocatoire prolétariat hors des moments de guerre sociale ouverte. Aujourd'hui qu'on ne peut plus rien attendre de ce qui reste des maisons du peuple (une triste juxtaposition de locaux syndicaux), qu'il est devenu impensable et même nuisible de vouloir agréger des luttes corporatistes qui ne peuvent plus réaliser cette agrégation que par le biais des intersyndicales et en respectant le consensus démocratique, il faut envisager l'ouverture de telles maisons comme une tentative de communisation des diverses expressions du refus, qu'elles viennent du salariat classique, de la production immatérielle et du précaire, des zones d'autonomie qui cherchent à abolir en elles les rapports de production, des populations inadaptées et /ou inadaptables qui peuplent les métropoles contemporaines.

La propagation de grève humaine aboutirait certainement à l'ouverture de telles maisons, achetées, louées ou squattées, selon les moyens en présence et la tactique choisie, au sein des institutions en dissolution ou hors de ces lieux désertés, où l'on chercherait à centraliser les informations, provoquer les rencontres et rendre effectives les solidarités. Il s'agirait également d'y mettre en place l'université sauvage : ne plus être dépendant d'institutions qui monnaient et mettent au travail notre désir d'apprendre et de transmettre, en finir avec la capitalisation individuelle des savoirs : faire communiquer ces savoirs pour qu'ils trouvent toute leur place dans nos savoir-vivre, dans nos savoir-lutter.

Le communisme est à tout moment possible.

Anonyme

<http://infokiosques.net/spip.php?article=123>

Extrait de l'Appel : mouvements sociaux et catastrophes naturelles

2. D'année en année s'accroît la pression pour que tout fonctionne. A mesure que progresse la cybernétisation du social, la situation normale se fait plus impérieuse. Et c'est tout à fait logiquement que se multiplient, dès lors, les situations de crise, les dysfonctionnements. Une panne d'électricité, une canicule ou un mouvement social ne diffèrent pas, du point de vue de l'empire. Ce sont des perturbations. Il faut les gérer. Pour l'instant, c'est-à-dire du fait de notre faiblesse, ces situations d'interruption se présentent comme autant de moments où l'empire survient, s'inscrit dans la matérialité des mondes, expérimente de nouvelles procédures. C'est là, surtout, qu'il s'attache plus fermement les populations qu'il prétend secourir. L'empire se donne partout pour l'agent du retour à la situation normale. Notre tâche, à l'inverse, est de rendre habitable la situation d'exception. Nous ne parviendrons à véritablement « bloquer la société-entreprise » qu'à condition de peupler ce blocage d'autres désirs que celui du retour à la normale.

Ce qui se produit dans une grève ou dans une « catastrophe naturelle », en un sens, est bien semblable. Une suspension intervient dans la régularité organisée de nos dépendances. Vient à nu, alors, en chacun, l'être de besoin, l'être communiste, ce qui essentiellement nous lie et ce qui essentiellement nous sépare. Le voile de honte dont tout cela se couvrait d'habitude se déchire. La disponibilité à la rencontre, à l'expérimentation d'autres rapports au monde, aux autres, à soi, telle qu'elle se manifeste là, suffit à balayer tout doute quant à la possibilité du communisme. Quant au besoin de communisme, aussi. Ce qui est alors requis, c'est notre capacité d'auto-organisation, notre capacité, en nous organisant d'emblée sur la base de nos besoins, de faire durer, de propager, de rendre effective la situation d'exception, sur la terreur de quoi repose le pouvoir impérial. Cela est particulièrement frappant dans les « mouvements sociaux ». L'expression même « mouvement social » semble être là pour suggérer que ce qui importe vraiment, alors, c'est ce vers quoi l'on va, et non ce qui se passe là. Il y a dans tous les mouvements sociaux, à ce jour, un parti pris de ne pas se saisir de ce qui est là, par quoi s'explique le fait qu'ils se succèdent sans jamais s'agréger, semblant plutôt se chasser l'un l'autre. De là la texture particulière, si volatile, de la socialité de mouvement, où tout engagement paraît si révocable. De là, aussi, leur invariable dramaturgie : un rapide essor dû à la résonance médiatique puis, partant de cette agrégation hâtive, la lente mais fatale usure ; enfin, le mouvement tari, le dernier carré d'irréductibles qui s'encarte à tel ou tel syndicat, fonde telle ou telle association, espérant par là trouver une continuité organisationnelle à son engagement. Mais ce n'est pas une telle continuité que nous recherchons : le fait de disposer de locaux où éventuellement se réunir et d'une photocopieuse pour tirer des tracts. La continuité que nous recherchons est celle qui nous permet, après avoir lutté pendant des mois, de ne pas retourner travailler, de ne pas reprendre le travail comme avant, de continuer à nuire. Et celle-là, nous ne pouvons la bâtir que durant les mouvements. Elle est affaire de mise en commun immédiate, matérielle, de construction d'une véritable machine de guerre révolutionnaire, de construction du Parti.

Il s'agit, comme nous le disions, de s'organiser sur la base de nos besoins - de parvenir à répondre progressivement à la question collective de manger, de dormir, de penser, de s'aimer, de créer des formes, de coordonner nos forces - et de concevoir cela comme un moment de la guerre contre l'empire.

C'est seulement de la sorte, en habitant les perturbations mêmes du programme, que nous pourrions contrer ce « libéralisme économique » qui n'est que la stricte conséquence, la mise en

oeuvre logique du libéralisme existentiel qui est partout accepté, pratiqué, auquel chacun est attaché comme à son droit le plus élémentaire, y compris ceux qui voudraient défier le « néo-libéralisme ». C'est ainsi que le Parti se construira, comme une traînée de lieux habitables laissés derrière elle par chacune des situations d'exception que rencontre l'empire. On ne manquera pas, alors, de constater comme les subjectivités et les collectifs révolutionnaires deviennent moins friables, à mesure qu'ils se donnent un monde.

3. L'empire est manifestement contemporain de la constitution de deux monopoles : d'un côté, le monopole scientifique des descriptions « objectives » du monde et des techniques d'expérimentation sur celui-ci, de l'autre le monopole religieux des techniques de soi, des méthodes par quoi s'élaborent des subjectivités - monopole à quoi se rattache directement la pratique psychanalytique. D'un côté un rapport au monde pur de tout rapport à soi - à soi comme fragment du monde -, de l'autre un rapport à soi pur de tout rapport au monde - au monde en tant qu'il me traverse. Tout se passe dès lors comme si les sciences et les religions, dans leur écartèlement même, configuraient l'espace où l'empire est idéalement libre de se mouvoir.

Certes, ces monopoles sont diversement distribués suivant les zones de l'empire. Dans les contrées dites développées, les sciences constituent un discours de vérité auquel est reconnu le pouvoir de mettre en forme l'existence même de la collectivité, là où le discours religieux a perdu cette capacité. C'est donc là qu'il nous faut, pour commencer, porter la sécession.

Porter la sécession dans les sciences ne signifie pas se jeter sur elles comme sur une forteresse à conquérir ou à raser, mais rendre saillantes les lignes de fracture qui les parcourent, prendre le parti de ceux qui accentuent ces lignes, et qui pour cela, commencent par ne pas les masquer. Car de la même façon que des fêlures travaillent en permanence la fausse compacité du social, de la même façon chaque branche des sciences forme un champ de bataille saturé de stratégies. Longtemps, la communauté scientifique est parvenue à donner d'elle-même l'image d'une grande famille unie, consensuelle pour l'essentiel, et si respectueuse des règles de courtoisie. Ce fut même là l'opération politique majeure attachée à l'existence des sciences : voiler les déchirements internes, et exercer, depuis cette image lissée, des effets de terreur inégalés. Terreur vers le dehors, comme privation, pour tout ce qui n'est pas reconnu comme scientifique, du statut de discours de vérité. Terreur vers le dedans, comme disqualification polie, féroce, des hérésies potentielles. « Cher collègue ... »

Chaque science met en oeuvre un ensemble d'hypothèses ; ces hypothèses sont autant de décisions quant à la construction du réel. Cela est aujourd'hui largement admis. Ce qui est dénié, c'est la signification éthique de chacune de ces décisions, ce en quoi elles engagent une certaine forme de vie, une certaine façon de percevoir le monde (par exemple, éprouver le temps de l'existence comme déroulement d'un « programme génétique », ou la joie comme une affaire de sérotonine).

Ainsi, les jeux de langage scientifiques semblent moins faits pour établir une communication entre ceux qui en usent que pour exclure ceux qui les ignorent. Les agencements matériels, étanches, dans lesquels s'insère l'activité scientifique laboratoires, colloques, etc. - portent en eux le divorce entre les expérimentations et les mondes qu'elles pourraient configurer. Il ne suffit pas de décrire la manière dont les recherches dites « fondamentales » sont toujours connectées par quelque biais aux flux militaro-marchands, et dont réciproquement, ceux-ci contribuent à définir les contenus, les orientations mêmes de la recherche. La façon qu'ont les sciences de participer à la pacification

impériale, c'est d'abord de mener les seules expérimentations, de tester les seules hypothèses qui sont compatibles avec le maintien de l'ordre dominant. Notre façon de ruiner l'ordre impérial ne peut que passer par l'ouverture d'espaces disponibles aux expérimentations antagonistes. Il dépend de l'existence de tels lieux de dégagement que des expérimentations accouchent de leurs mondes connexes comme il dépend de la pluralité de ces mondes que s'exprime la conflictualité étouffée des pratiques scientifiques.

Il s'agit que les praticiens de la vieille médecine mécaniste et pasteurienne rejoignent ceux qui pratiquent les médecines « traditionnelles », tout égarement new age mis à part. Que l'on cesse de confondre l'attachement à la recherche avec la défense judiciaire de l'intégrité des laboratoires. Que les pratiques agricoles non productivistes se développent hors du pré carré des labels bio. Que soient toujours plus nombreux ceux qui éprouvent le caractère irrespirable des contradictions de « l'éducation nationale », entre défense de la République et atelier de l'auto-entrepreneuriat diffus. Que la « culture » ne puisse plus s'enorgueillir de la collaboration d'un seul inventeur de formes.

Partout des alliances sont possibles.

La perspective de briser les circuits capitalistes exige, pour devenir effective, que les sécessions se multiplient, et qu'elles s'agrègent.

ON nous dira : vous êtes pris dans une alternative qui, d'une manière ou d'une autre, vous condamne : soit vous parvenez à constituer une menace pour l'empire, et dans ce cas, vous serez rapidement éliminés ; soit vous ne parviendrez pas à constituer une telle menace, vous vous serez vous-mêmes détruits, une fois de plus.

Reste à faire le pari qu'il existe un autre terme, une mince ligne de crête suffisante pour que nous puissions y marcher, suffisante pour que tous ceux qui entendent puissent y marcher et y vivre.

L'intégralité du texte est disponible à l'adresse suivante :
http://meeting.senonevero.net/article.php3?id_article=37

Sommaire

Preliminaires...

Premier volet : amorces

tract CNT-Tréfilerie	p.4
nous ne serons jamais aussi libres que sous l'occupation	p.5
questions réponses sur le blocage	p.6
ni CPE ni CDI	
p.9	

Deuxième volet : passages au réel

mise au point	p.11
commune insurrection	p.14
où est passé le mouvement réel ?	p.16

Troisième volet : casse et répression

« Violence », vous avez dit violence ?	p.22
sans les casseur/euses le CPE serait toujours là...	p.24
pour un soutien inconditionnel et concret aux inculpés	p.25
appel à la solidarité ! Et à l'expérimentation	p.26

Quatrième volet : la suite

Du nouveau	p.30
« Qu'est-ce qu'on fait maintenant ? »	p.31

Cinquième volet : ailleurs, avant, à présent

Hard blocking	p.33
De la grève étudiante à la grève humaine	p.37
Extraits de l'appel : mouvements sociaux et catastrophes naturelles	p.59

[1] Revendication qui aura trouvé sa formulation achevée dans le slogan stupide : « un cdi pour

tous ».